

8227. c 49.

R É F L E X I O N S
S U R L E S
D E R N I E R E S B A N Q U E R O U T E S
E N
A N G L E T E R R E & H O L L A N D E ,

E T

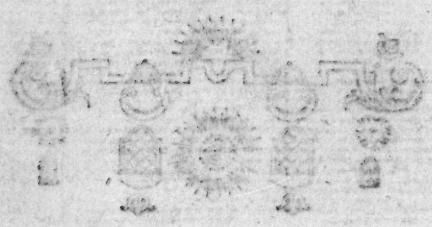
Conduite du Ministère Anglois à ce sujet.

K England.



Imprimé à Londres en M. DCC. LXXIII.
& se trouve chez PIERRE TARTARA,
Libraire à Amsterdam.

R. E. M. A. N. S.
 DIRMHEKIS BANCO BROUTES
 ANGLO-AMERICAN & HOLLAND



Impression & London en M. DCC. LXXII
 & de trouve chez PIERRE TAYLOR
 Librairie & Musique



C H A P I T R E I.

IL n'est que trop souvent arrivé que dans une consternation générale, ou malheur public, la plupart des hommes perdent la tête & se conduisent comme des Insensés. La raison en est claire. Chacun se plaint de son malheur particulier, l'esprit se trouble, le bon sens fait place à la douleur. Jamais une telle vérité ne s'est fait voir au plus grand jour que dans l'occasion présente.

Tout le monde attribue à Mr. *Fordoice*, Banquier à *Londres*, & à Mrs. *Clifford*, Négocians à *Amsterdam*, les malheurs dont ces deux Places gémissent encore, & en même tems on impute au Jeu d'Actions la faillite de ces Mrs. Tout le monde se trompe en cela: on prend l'effet pour la cause, & on raisonne comme font les Ignorans. Si l'on veut en trouver l'origine & la véritable cause, il faut la chercher dans la conduite ambitieuse & mal-entendue de Mrs. les Directeurs de la Banque d'*Angleterre*, dans l'ignorance du Ministère *Anglois* actuel en fait de Crédit & de Circulation, & enfin dans les mauvais arrangemens que l'on a pris à ce sujet.

La Banque d'*Angleterre* par de faux prin-

cipes a toujours regardé les Banquiers particuliers comme ses ennemis. Plus d'une fois elle leur a tendu des pièges, fait manquer quelqu'un & constamment souhaité la disgrâce de tous. L'esprit de Monopole, qui fait l'ame de toutes les Compagnies, de quelque nature qu'elles soient, prédomine autant dans celle de la Banque d'*Angleterre*, que dans toute autre. Elle seule veut jouir de l'avantage du Discompte, veut avoir le maniment de toutes les Espèces, la manufacture exclusive du Papier de Crédit, toutes les richesses de la Nation dans ses Cofres, & se rendre enfin souveraine du Crédit & de la Circulation. Voilà son but. Je crois pourtant qu'elle se trompe très fort dans les moyens dont elle se sert. Plus elle veut avoir, dis-je, par ces moyens, moins elle en aura. Les Loix inaltérables & éternelles du Crédit & de la Circulation, fondées uniquement sur la liberté entière d'agir, ou doivent triompher de la violence, ou disparaître; il n'y a pas de milieu. Elles ne sont nullement susceptibles d'un sort médiocre; elles marchent d'elles-mêmes, regardent de tous côtés & avec tant de délicatesse que le moindre soupçon les effraye, le moindre obstacle les arrête. Heureux le Pays, qui fait leur applanir le chemin & s'en tenir là! Alors elles marchent avec sûreté, répandent de
part

part & d'autre l'abondance, la richesse, le bonheur, & ne demandent d'autre grace que la liberté de bien faire. Celui, qui les opprime, se ressentira le premier du mauvais effet de son aveugle ambition. Il doit être le premier écrasé sous les ruines du plus beau monument que l'imagination humaine ait jamais pû ériger à sa gloire.

La Banque d'*Angleterre*, pour mieux cacher ses vûes ambitieuses, s'est avisée de répandre dans le Public, il y a environ un an, des raisonnemens aussi faux que malicieux. Voici ce qu'elle insinuoit parmi la Multitude: „ La Circulation du Papier de „ Crédit est trop grande en *Angleterre*; les „ Banquiers particuliers font à proportion „ autant d'affaires que la Banque publique; „ les Banques d'*Ecosse* gagnent autant de Cré- „ dit que la nôtre; les *Juifs* font une Cir- „ culation dans le Change, qui paroît in- „ croyable; les Notes de main ou Obliga- „ tions de chaque Marchand avec un peu „ de Crédit valent autant que nos propres „ Billets; l'imaginaire est poussé à un tel ex- „ cès, qu'il n'a plus de proportion avec le „ réel; toute la Nation se voit enfin inon- „ dée de Papier & prête à périr; il faut y „ remédier à tems, il faut prévenir le mal, „ il faut diminuer la Circulation du Papier, „ il faut faire rentrer la Nation dans ses bor-

„ nés & sauver la Patrie”. Tel est le faison-
nement de Mrs. les directeurs de la Banque
d'Angleterre. Comme il est un peu sublime
& élevé, & que mon intention est de le fai-
re comprendre à toute personne, de quel-
que classe qu'elle soit, je vais l'expliquer en
termes plus communs & intelligibles.

Supposez, Lecteur, qu'un Médecin de
votre connoissance vous rencontre à la pro-
menade & vous dise : „ Cher Ami, je ne
„ vous ai jamais vu si bien portant ; jamais
„ d'un air si fort & si robuste. Votre sang
„ circule dans vos veines avec tant de ra-
„ pidité & d'un mouvement si égal, qu'il me
„ semble le voir à travers de votre peau.
„ Certainement vous mangez de bon appé-
„ tit, vous dormez toute la nuit tranquille-
„ ment, j'en suis sûr ; vous ne sentez au-
„ cune incommodité, aucune douleur ; vous
„ jouissez enfin d'une santé la plus parfaite.
„ Cependant je crains pour vous, & je vous
„ dis en Ami que tout ce bonheur ne peut-
„ être de durée. Croyez-moi, il faut pré-
„ venir le mal, il faut arrêter un peu la
„ rapide circulation de votre sang. Allez
„ vite au logis, je vous prie ; faites-vous
„ faire d'abord deux ou trois bonnes sai-
„ gnées ; prenez demain matin une bonne
„ dose de rhubarbe ; ne mangez pas de
„ quelques jours ; veillez toute la nuit &
per-

„ perdez un peu de votre embonpoint,
 „ Alors, & non à présent, je vous félicite,
 „ rai de tout mon cœur”. Quelle réponse,
 Lecteur, feriez-vous au propos de ce Méde-
 cin, votre Ami? La seule, que je vous con-
 seillerois, seroit de vous servir de vos for-
 ces actuelles, de lever la main
 & puis continuer votre promenade.

A Dieu ne plaise que personne soit assez
 hardi & téméraire pour vouloir appliquer cet-
 te même réponse au raisonnement d'un Corps
 aussi respectable que celui de Mrs. les Direc-
 teurs de la Banque d'*Angleterre*. Dieu nous
 en garde! Il n'appartient qu'à la plume de
 défendre les bonnes Causes. Je me conten-
 terai seulement de dire que le raisonnement
 de Mrs. les Directeurs est aussi faux que mal-
 entendu.

I. L'excès de Crédit ou la trop grande Cir-
 culation de Papier public ou particulier dans
 un Pays libre, tel que l'*Angleterre*, ne peut
 jamais lui être nuisible. Je dis encore plus,
 qu'il ne peut jamais y avoir ni *trop*, ni *excès*
 de Circulation & de Papier de Crédit, tant
 que dure la Liberté. Ces mots d'*excès* & de
trop ne signifient rien & n'existent pas. Cette
 proposition, quoiqu'entièrement nouvelle,
 n'en est pas moins vraie. En voici la grande
 preuve. Dans un Pays, où la propriété de
 l'Individu est assurée par les Loix fondamen-

tales de la Constitution , où chacun n'est obligé de confier son bien qu'à celui qu'il veut , où il est sûr de le conserver tant qu'il veut , où personne n'est obligé de recevoir de l'imaginaire pour du réel ; dans un tel Pays il ne peut jamais y avoir ni *trop* , ni *excès* de représentatif. La même Liberté , qui fait l'ame du Crédit & de la Circulation , arrête d'elle-même le *trop* & l'*excès* de la Circulation & du Papier. Enfin la *balance du Crédit* , qui a la Liberté pour *équilibre* , *reste toujours égale*. Il est surprenant que la Nation *Angloise* ne se soit jamais apperçue d'une telle vérité , qui fait la base de tout son bonheur ; elle en jouit , sans le connoître. Il n'est pas moins surprenant que de tous les Auteurs qui ont traité cette matiere , sans en excepter même celui du *Traité de la Circulation & du Crédit* , aucun ne se soit jamais imaginé , n'ait pas même soupçonné qu'il pût exister une telle maxime , qui fait la base du Crédit , de la Circulation & du bonheur de l'*Angleterre*. Combien de paroles , combien de peines & combien d'absurdités n'auroient-ils pas épargnées , s'ils avoient été assez heureux pour la trouver ? Par-là toutes les craintes sur la grande Dette nationale s'évanouissent , par-là les principes du Crédit & de la Circulation deviennent clairs , & les bornes , si difficiles à trouver jusqu'ici , se voy.

voyent marquées & prescrites par une barriere visible & insurmontable, la *Liberté*

II. La Nation *Angloise*, unique par sa Constitution, après la guerre la plus glorieuse, triomphante par-tout, après avoir conquis & conservé les plus grands Etablissémens dans les trois autres Parties du Monde, ne pouvoit, après la Paix, que devenir la premiere Puissance en fait de Grandeur, de Crédit & de Circulation; par conséquent le Crédit, la Circulation & le Papier devoient nécessairement augmenter à proportion des avantages réels & physiques. Or, la Banque d'*Angleterre*, soit par malice, soit par ignorance, envisagea cette augmentation nécessaire comme un excès, & voulant remédier au mal qui n'existoit point, elle a rendu malade le bien-portant.

III. Rien ne prouve tant le bonheur d'une Nation commerçante & libre que lorsque l'on voit le Particulier jouir de la même confiance que le Public; lorsqu'on voit que la signature d'un Individu vaut autant que celle de toute la Nation, & qu'elle contribue tout de même au grand mouvement de la Circulation; c'est un privilege presque au-dessus de notre sphere. Telle étoit pourtant ci-devant la situation de l'*Angleterre*. Personne n'hésitoit de recevoir la promesse d'un Banquier. On préféreroit le Papier d'un Né-

gociant de Crédit à l'Espèce ; on ne regardoit pas même si les Billets circulans étoient de la Banque publique, ou du Particulier, pourvu qu'il y eût un nom. Or, si tout cela est un mal pour une Nation commerçante & libre, telle que l'*Angloise*, je ne saurois dire en quoi consiste son bien-être. Il n'y a point de principe, si généralement reçu & pourtant si faux que celui : que le Papier de Crédit, ou public, ou particulier, doit toujours être en proportion à l'Espèce, & pas au-delà. Et moi je dis qu'il doit & peut être en proportion non seulement à l'Espèce, aux métaux ; mais aussi à la constitution, à la sûreté, à la grandeur, à l'étendue du Commerce de la Nation. Tout cela est Espèce, tout cela est argent comptant. Ainsi l'*Angleterre* pourroit encore avoir le double, de triple de Papier de Crédit qu'elle n'en a ; encore ne seroit-ce pas en proportion à tous ses avantages réels.

Les principes, que je viens d'avancer, quoiqu'entièrement nouveaux & vrais, ne peuvent nullement être adoptés dans toute leur étendue que par la Nation *Angloise*. Sa Constitution est unique, il faut que ses principes & ses maximes le soient aussi. O ! heureuse Nation ! conservez votre Liberté, votre Constitution politique, votre Commerce, votre Marine, & laissez multiplier le

Pa-

Papier de Crédit autant que possible. Faites que la Circulation soit la plus rapide. Que le Géant de votre Dette Nationale ne vous effraye point; il n'est qu'un Pymée en comparaison de vos avantages réels. Votre bonheur, votre richesse, votre bien-être ne finiront qu'avec la Liberté: conservez-la, vous serez toujours le Sanctuaire du Crédit. Les Peuples, opprimés ailleurs par la tyrannie, viendront toujours vous apporter, & leurs Biens & leurs Personnes. Le réel ne peut qu'augmenter chez vous; favorisez l'imaginaire, qui vaut autant parmi les hommes, vous serez la première Puissance du Monde & la plus digne d'exister.

Je me flatte d'avoir fait réponse au raisonnement de Messieurs les Directeurs de la Banque d'Angleterre & à celui du Médecin, continuons le sujet.

Messieurs les Directeurs, persuadés de leurs faux principes, ne s'occupèrent que de l'exécution. Voici comment ils s'y sont pris. Dans un jour le plus malheureux pour l'Europe, ils ont déclaré que la Banque ne vouloit point discompter les Lettres-de-change des Juifs; arrêt plus terrible qu'aucun de ceux que l'Inquisition ait jamais prononcé contre cette malheureuse Nation. Le lendemain, la Banque refuse tout le Papier d'Ecosse & met par-là tous les Ecoissois de pair avec les

les *Juifs*. Quelques jours après, elle refuse à tort & à travers tout le Papier, bon & mauvais, qui lui fut présenté. Tout à coup la Circulation s'arrête, la confusion s'empare de la Bourse de *Londres*: point de Change, point de Crédit, point de Confiance publique; rien que desordre, plus facile à comprendre qu'à exprimer.

Dans ces entrefaites le Banquier *Fordoice*, homme de génie, hardi, entreprenant, le mieux entendu peut-être de son Pays dans le Labyrinthe du Jeu d'Actions, s'étoit fait autrefois une grande fortune par son même génie dans ce genre, mais qui, pour avoir trop suivi la raison dans les affaires de la Compagnie des *Indes*, se trouvoit alors abymé, fut le premier qui éclata. La terre trembla à sa chute: on crut que ce fut de son coup; on s'est trompé. C'étoit un feu souterrain, allumé dans la Banque d'*Angleterre*, qui la faisoit mouvoir. Quoi! la faillite d'un Particulier de quatre ou cinq cens mille livres sterl. pouvoit produire un si grand effet? De plus, *Fordoice* n'a manqué qu'après la tyrannique & imprudente résolution de la Banque. Que ce fût par lui ou un autre, l'effet devoit commencer par quelqu'un. Il a commencé par celui-ci, parce que son genre d'industrie l'obligeoit d'avoir à faire avec les principaux *Juifs* de *Londres* & d'*Amsterdam*, ainsi qu'avec

vec les deux Banques d'*Ecosse*, qui venoient d'être exclues du secours public & de la Circulation, parce qu'ayant manqué de fonds pour suppléer à ses spéculations, il s'étoit servi du moyen couteux du change & rechange; parce qu'enfin ayant entrepris un Projet trop grand, & toutes les ressources lui manquant à la fois, il ne pouvoit nullement se soutenir. On peut dire à cela qu'il étoit déjà ruiné & que la Banque ne lui a fait aucun tort. Non, dis-je, il n'étoit pas encore ruiné. Tout homme, qui entreprend un grand Projet, quoique dispendieux, & qu'il y ait employé toute sa fortune & celle des autres, pourvu que le Projet soit juste & sensé, il n'est jamais ruiné que lorsque les moyens lui manquent pour suivre son Plan & en voir la réussite. Si la Banque ne lui avoit pas coupé les moyens, dont il se servoit pour se soutenir, son coup de bonheur seroit arrivé, comme il l'avoit lui-même prédit. Il n'auroit pas manqué, & le Public n'auroit point souffert. Ensuite, pour comble de malheur, l'indignation générale tombe sur cet homme. Comment, dit-elle, un Banquier, dépositaire du bien d'autrui, s'avise de jouer dans les Fonds publics, perdre notre argent & nous ruiner? *A la potence, à la potence!* La plainte est juste; mais je demande : *Forçooice* a-t-il été le premier qui ait disposé du bien d'autrui

trui en *Angleterre*? Combien de faillites, aussi fortes que la sienne, ne sont pas arrivées auparavant, sans que la Nation s'en aperçût? *Fordyce* a-t-il été le premier Banquier, ou la première personne qui ait joué & perdu dans les Actions en *Angleterre*? Non certainement. Si l'on punissoit du dernier supplice tous ceux qui ont, ou joué, ou jouent encore dans les Fonds publics en *Angleterre*, je suis persuadé que sans distinction d'aucune Classe, la Population diminueroit de plus de la moitié dans les trois Royaumes de la *Grande-Bretagne*; & il n'y a que le malheureux *Fordyce* qui soit coupable, le seul qui ait été la Victime de la raison dans un Jeu, où peut-être personne ne l'a trouvé jusqu'ici.

D'après ce que je viens de dire, on voit clairement que ce n'est pas lui, ni le Jeu d'Actions qui ont produit les malheurs présents; mais bien le coup fatal que la Banque d'*Angleterre* a porté sur la source de la Circulation. Non contente d'avoir ruiné un tiers de la Nation, de voir l'*Europe* toute en pleurs, elle continue encore de suivre à peu près l'absurdité de ses principes. Par conséquent les faillites continuent & continueront pour longtems. Lisez dans les Papiers *Anglois* la Liste des Banqueroutiers de chaque semaine, vous en serez étonné. La
an-

Banque, pour s'en justifier aux yeux de la
Multitude ignorante, ne cesse d'avancer à
présent un autre raisonnement aussi faux que
le premier. „ Nous avons prévu tout cela,
„ dit elle. C'est nous qui de loin nous som-
„ mes apperçus du mauvais état des Maisons,
„ qui ensuite ont manqué. Graces à notre
„ pénétration, sans elle nous eussions été
„ exposés au plus grand danger. L'argent
„ du Public, confié entre nos mains, eût
„ été également exposé, enlevé, & la Ban-
„ que perdue pour jamais”. Je lui réponds:
„ C'est votre ambition fausse & mal-enten-
„ due qui a ruiné le Crédit & détruit la Con-
„ fiance Publique. C'est vous, qui, ayant
„ occasionné toutes les Banqueroutes, en
„ avez été la cause, & voulez vous justifier
„ par l'effet. Sachez que votre Institution
„ n'a d'autre but que le bien Public, l'En-
„ couragement de la Circulation, la Pro-
„ tection des Négocians; que vos trésors
„ doivent s'ouvrir lorsque le Bien de la Na-
„ tion l'exige, & c'est alors que les riches-
„ ses du Public, confiées entre vos mains,
„ se voyent le plus assurées. Lorsque vous
„ en agissez autrement, votre Institution
„ devient la plus ruineuse pour un Etat de
„ Commerce & de Crédit. Il faut la dé-
„ truire”.

Je ne connois point de situation plus triste

(Je

(Je prie tout Lecteur de ne jamais faire aucune comparaison entre la Banque d' *Angleterre* & celle d' *Amsterdam*. Leurs natures sont entièrement différentes, & c'est un fait qui n'exige point de preuve) que de voir un honnête Négociant, comme j'en ai vû plusieurs, riche au-dessus de ses affaires & cependant dans l'embarras, faute de Circulation; de voir, dis-je, cet homme s'adresser à la Banque publique, la prier, les larmes aux yeux, de lui donner du secours, & la Banque avoir la cruauté de lui fermer, pour toute réponse, la porte au nez. Il retourne chez lui, dénué de ressource, se plonge dans la tristesse, arrête le paiement & manque. Combien de ceux-ci n'avons-nous pas vûs, combien d'autres n'ont pas manqué, qui ensuite ont fait voir par leurs Livres que l'état de leurs affaires étoit fort au-dessus de leurs engagements? Les Banquiers *Glyn & Hallifax* entre autres me servent de preuve. Hélas! est-ce le Jeu d'Actions qui fait manquer un homme qui en effet se voit riche? Est-ce le manque d'Espèces? Qui donc les a enlevées? Rien moins que tout cela; ce sera sans doute le manque de Circulation. Lui seul est capable d'écraser le Pauvre & le Riche dans un Pays commerçant & libre.

Il seroit absurde & inoui de douter que la Banque doive donner du secours aux Négocians

cians de bonne-foi & opulens; mais qui par ces circonstances imprévues se trouve quelquefois dans l'embarras, faute de Circulation. Ceci est un fait que personne ne révoque en doute. Je m'étends plus loin & dis qu'en certains cas il est aussi de l'intérêt de l'Etat & du Public de soutenir ceux, qui, quoique ruinés en effet, conservent encore leur Crédit & l'opinion publique. Tout Négociant, fût-il ruiné & sans fonds, aussi longtems qu'il conserve son Crédit, aussi longtems qu'il importe & exporte beaucoup de Marchandises, aussi longtems, dis-je, qu'il anime le Commerce, est autant à l'Etat que le Négociant le plus solide. On n'en impose par-là aucunement au Public, il retirera toujours avec usure le profit réel d'une perte apparente. Enfin je ne puis que le repeter: il est de l'intérêt de l'Etat de soutenir, de protéger ceux, soit riches, ou pauvres, par l'un ou l'autre moyen qui contribuent au grand mouvement de la Circulation & à l'opinion du Crédit.

Ces principes sont d'une vérité si palpable, que la Banque commence déjà à s'apercevoir du tort qu'elle s'est fait à elle-même, en écrasant la Circulation, & que malgré que tous les Banquiers ne fassent presque rien, malgré qu'elle seule jouisse à présent de l'avantage du Discompte, malgré que ses Billets soient les seuls qui circulent, elle a néan-

moins perdu des sommes immenses, & ses profits ne sont rien aujourd'hui en comparaison de ce qu'ils étoient autrefois, sans que cela puisse être autrement. Son plus grand profit réel consiste dans la Circulation, & comme celle-ci est arrêtée, elle doit par conséquent en souffrir la première, puisque par là elle mine ses propres fondemens & s'écrase elle-même.

Il est tems de parler des Banqueroutes de *Hollande*, & par conséquent de Mrs. *Clifford d'Amsterdam*, qu'à juste titre on peut appeler les *Fordoice* de la *Hollande*. La grande relation, assez connue entre les deux Places de *Londres* & d'*Amsterdam*, fait qu'elles se ressentent l'une & l'autre de la même impression, agissent par les mêmes causes & produisent les mêmes effets. La cause, qui a fait manquer *Fordoice* & plongé la Nation *Angloise* dans les plus grands malheurs, est la même qui a entraîné la ruine de Mrs. *Clifford* à *Amsterdam*. Il me semble que le monde se récrie & prétend qu'ils sont redevables de leur perte au même Jeu dans les Actions. Je réponds encore négativement & soutiens qu'ils ont à en accuser la Banque d'*Angleterre*. En voici la preuve la plus convaincante. La Maison de Mrs. *Clifford* étoit, depuis dix ans, presque aussi ruinée que le jour même qu'elle faillit. J'en appelle aux
pre-

premiers Négocians d'*Amsterdam*, à ses propres Livres de Compte, à ses premiers Commis, à eux-mêmes. Aucun, je m'assûre, n'oseroit le nier. Depuis ce tems-là, cette Maison n'avoit que le nom, qui faisoit toute sa richesse, & cela suffisoit pour lui procurer le plus grand Crédit, pour un Commerce le plus étendu, pour animer enfin la Bourse d'*Amsterdam*. De là une preuve surabondante qu'une Maison, ruinée en effet, peut encore être utile à l'Etat, tant qu'elle conserve son crédit. Elle auroit pû se soutenir dix ans de plus par le moyen du Crédit & de la Circulation, sans que le Public s'en seroit apperçu. Il auroit dépendu d'un moment de la faire reparoître, avec autant d'éclat & d'une maniere plus solide qu'auparavant. Il n'y a donc que le manque de Crédit & de Circulation, qui puisse faire périr une Maison de Commerce, ancienne & de nom.

Il faut savoir que Mrs. *Clifford* se sont engagés dans le Jeu d'Actions pour dernière ressource, voyant que l'état précaire de leurs affaires ne pouvoit se rétablir que par un coup subit & décisif. Ils ont pensé avec raison que le Jeu dans les Fonds publics étoit le plus convenable à leurs vûes; & comme on se flatte toujours de réussir dans ses idées, ils s'y sont engagés de toutes leurs forces.

Pour cet effet , il a fallu multiplier la Circulation de leur Papier , en créer de nouveaux Capitaux & se servir de tout leur crédit. Malheureusement la Banque d'*Angleterre* , en écrasant leurs Amis & Correspondans , ainsi que leur propre Papier , leur a coupé les moyens , dont ils se servoient pour se relever & se soutenir. La baisse inattendue des Fonds des *Indes* , jointe à cela , ne pouvoit qu'achever leur malheur ; mais ce n'en est pas là la principale cause. Malgré cette grande perte , si le Discrédit général n'eût pas précédé , la Maison auroit pû se soutenir , & elle passeroit encore pour la première d'*Amsterdam* , le nom suffisoit.

C'est ici le lieu de déchiffrer l'Enygme , que la plupart des gens ne comprennent pas encore. Le Banquier *Fordoice* , ayant toujours opéré pour la baisse des Fonds des *Indes* , & Mrs. *Clifford* pour la hausse , ont également perdu dans le même Jeu. La raison en est claire. *Fordoice* n'a pas été assez heureux pour pouvoir se soutenir jusqu'au moment de la grande baisse , qu'il attendoit avec fondement. Jusqu' alors il avoit été le sacrifié du Parti opposant. Mrs. *Clifford* au contraire ont partagé le même sort en ce que le moment fatal de la grande baisse survint trop tôt. Comme ils s'étoient engagés dans les Fonds réels & qu'ils avoient acheté de fortes som-

sommes en argent, il étoit de toute nécessité qu'ils suivissent les mêmes principes par le Jeu; il a fallu mourir ensemble avec la Compagnie des *Indes*. Leur premier Projet de vouloir faire hausser les Fonds des *Indes* à force d'argent, étoit, je l'avoue, faux & téméraire; mais le second de vouloir les soutenir par le Jeu, n'étoit que sensé & nécessaire. Au reste, les variations dans tous les Fonds d'*Angleterre*, ont été si continuelles & si considérables depuis deux ou trois ans, que souvent dans le même terme, ou *res-contre*, il est possible que l'Acheteur, aussi bien que le Vendeur perissent également, s'ils ne sont pas assez habiles, assez heureux pour saisir le moment de terminer & d'arrêter leurs opérations. La fluctuation dans les Fonds est semblable à celle de la grande Mer. Une fois que la tempête déploie toute sa violence, il est aussi naturel de voir le Vaisseau s'engloutir dans la profondeur des vagues que de le voir se briser sur la hauteur des rochers. Le Pilote le plus habile ne sauroit qu'y faire, il faut périr. A l'égard des autres Banqueroutes de la *Hollande*, je me dispenserai d'en parler. Elles ont eu toutes la même cause, elles sont toutes redevables de leurs malheurs à la Banque d'*Angleterre*. Les *Fuifs*, ou pour mieux dire, les Instrumens du Commerce, les Canaux de la Circulation, les Fai-

seurs du Change, ces uniques avantages que la tyrannie de toutes les autres Nations leur a accordés, ne sauroient trop se plaindre à cette occasion de Mrs. les Directeurs de la Banque. Si l'esprit de vengeance pouvoit pénétrer dans le cœur de cette Nation, qui n'a d'autre passion que celle de l'intérêt, elle auroit de quoi se consoler.

Je ne saurois finir mes Réflexions sur ce sujet, sans y en ajouter une autre, très essentielle. Le siècle, où nous sommes, est encore aussi ignorant en fait de Crédit public & de Circulation, qu'il est éclairé en bien d'autres Articles. La raison en est que le Commerce réel, ou l'Echange des choses, plus ou moins, a toujours subsisté, soit par l'échange des choses mêmes, soit par un signe de convention générale, tel que l'Espèce; mais le Papier de Crédit public ou particulier, qui représente ce même signe de convention, cette même Espèce, n'est qu'une invention très moderne. Il faut du tems pour la perfectionner. Les Anciens n'en ont eu aucune idée & n'ont joui d'aucun de ses avantages. Ce sont l'augmentation du Luxe, le changement des mœurs & des usages, la découverte du *Nouveau-Monde*, le passage aux grandes *Indes* par le *Cap*, nos besoins multipliés par l'imagination, qui ont enfanté ce
nou-

nouveau Colosse, ce nouvel Echangeur, ce nouveau signe qui représente à la fois, & la chose, & l'Espèce. Cette belle *Invention* est d'autant plus ingénieuse & remarquable, qu'elle ne peut être nullement pratiquée dans toute son étendue que dans un Pays libre, où elle croît, se plaît, se réjouit, & s'embrassant étroitement avec la Liberté, ne forme qu'un seul Corps, essuye les mêmes révolutions, les mêmes revers, s'anime & meurent ensemble. Elle abhorre l'esclavage, fuit la persécution, déteste les Tyrans, & par là devient encore un troisième signe; c'est-à-dire, le signe de la Liberté. Combien d'avantages n'a-t-elle pas au-dessus des métaux, combien plus promptement ne supplée-t-elle pas à nos besoins, ne vient-elle pas à notre secours? Heureux le Pays, qui en jouit! Il aura toujours une supériorité marquée sur tous les autres: il n'aura jamais ni trop, ni excès de Crédit & de Circulation; il en pourra jouir aussi amplement que possible, tant que subsistera la Liberté.

Une autre remarque, non moins essentielle, est que le Papier de Crédit public, ou Papier de la Nation, a une liaison si étroite avec le Papier de Crédit particulier, que l'un ne peut jamais souffrir, sans que l'autre ne s'en ressente. La liaison entre le Public & le Particulier est de sa propre nature si in-

divisible, qu'à peine on peut la distinguer. On pourroit objecter que le Papier de Crédit particulier peut manquer, sans que celui de la Nation en souffre. La chose est vraie dans un sens; mais dès que le malheur particulier devient général, il se convertit en malheur public. D'ailleurs, lorsque le Particulier n'a point de crédit, il est très difficile que la Nation le conserve longtems. Parlons d'une manière plus claire. Qu'est-ce que la Nation, qu'est-ce que contribuer à son existence, à son Crédit? De qui retire-t-elle la faculté de satisfaire à ses engagements? Sans contredit, c'est du Particulier. Si l'on pouvoit savoir au juste de combien les Revenus publics de l'*Angleterre* sont diminués depuis près d'un an par les Banqueroutes particulières, on auroit la preuve de ce que je viens de dire. Cependant nous avons vu que la Nation n'a pas été en état de faire cette année le moindre remboursement, à cause de la diminution de certains Revenus publics. Je pourrois déduire de là avec fondement que si le Discrédit actuel continue encore quelque tems, que si la Circulation diminue, comme il y a tout lieu de le supposer par les mauvais arrangemens que l'on a pris pour l'année prochaine, les Revenus publics, actuellement établis, ne suffiront pas pour la dépense ordinaire de la Na-

Nation. Il faudra avoir recours à de nouveaux Emprunts, à de nouvelles Taxes; & cela en un tems de Paix la plus profonde. Voilà comment le Discrédit particulier peut influer sur le Crédit de la Nation.

Il y a dans toutes les matieres de nouveaux principes, que l'on peut hazarder avec confiance lorsque la raison les accompagne. Les préjugés, établis d'abord par l'ignorance & consacrés ensuite par le tems, doivent disparaître tôt ou tard & faire place au bon sens. Au reste, comme il n'y a rien dans le Monde qui ne change, les mêmes principes, qui jadis convenoient à une telle *Chose*, souvent ne lui conviennent plus aujourd'hui. Les plus grands Empires ne peuvent même être affranchis de cette Loi générale, qui s'exerce continuellement à *détruire* & à *régénérer*. C'est un jeu de la Nature; elle ne peut perdre d'un côté qu'elle ne gagne de l'autre. Il ne s'ensuit pas que l'on doive précipiter & aller au-devant de sa dernière ruine; au contraire il faut chercher les moyens de l'éloigner autant qu'il est possible. Celui, qui tue un Vieillard, déjà au lit de la mort, est aussi coupable que le Meurtrier d'un Enfant au berceau: à plus forte raison celui, qui massacre un *être*, qui est dans toute sa vigueur & au point de sa *sublimité*. Je ne saurois déterminer quelle punition pourroit être assez

forte pour un crime de cette nature. L'*Angleterre* est, par comparaison, cet être dont je parle. Elle est parvenue dans la dernière guerre au point de grandeur, auquel jamais Empire ait atteint. Elle est à son plus haut degré d'élevation; il ne faut que de la sagesse pour qu'elle se maintienne dans cet état, & se conserve longtems en équilibre. Je considère sa *Liberté* comme son point d'appui, le Crédit & la Circulation comme ses deux pôles. Jamais Machine ne fut mieux montée, & dont on puisse avec raison s'attendre à la plus grande durée. A propos de quoi en déranger les ressorts? L'Administration actuelle devrait adopter des principes entièrement différens de ceux qui faisoient la règle de sa conduite. Elle devrait se conformer au changement de circonstances si favorables, au nouvel aggrandissement que la Nation a acquis après trois guerres les plus heureuses. Toutes ses idées, toutes ses démarches doivent sentir le grand, le sublime. L'*Angleterre* n'est point susceptible du médiocre. La Banque devrait également changer ses premiers principes & former un nouveau Règlement. Les règles intérieures de son premier Institut étoient peut-être justes, sentées & convenables à l'état de la Nation de ce tems-là. Tout est changé depuis cette époque, par conséquent il est nécessaire de chan-

changer de maxime. La méfiance continuelle, qu'elle a présentement, ne lui convient pas; il faut hazarder, il faut risquer pour le bien du Public, qui à son tour la dédommagera par mille moyens de quelques pertes momentanées. Pourquoi perdre le tems & pousser le scrupule jusqu'à aller examiner si l'intérieur d'une telle Maison de Commerce se trouve en bon ou en mauvais état? Pourquoi tenir à gages des Emissaires, qui souvent lui rapportent le faux comme le vrai, le foible comme le fort d'un chacun, & qui par-là causent un préjudice notable à des Négocians solides & bien établis? C'est suivre les traces de l'Inquisition; ce qui ne convient aucunement dans un Pays libre. Elle n'a à cet égard d'autre règle à suivre que de s'informer de l'opinion publique sur le compte d'un tel ou tel Négociant, & dès qu'elle sera favorable, son fait est de s'y conformer sans réserve. Elle doit le protéger, discompter ses Lettres-de-change, recevoir son Papier & ne rien exiger de plus. Dès lors que le Public lui accorde sa confiance, quelle raison empêche la Banque de lui donner la sienne? Tout Négociant, qui a du Crédit à la Bourse de *Londres*, dont le Papier circule sans tâche dans les autres de l'*Europe*, a un droit incontestable à ce que la Banque reçoive son Papier. Le refuse-t-elle, c'est lui

lui faire un tort irréparable. J'en ai vû plusieurs , qui ont failli , uniquement par un pareil refus , qui donne occasion à un bruit desavantageux , d'abord dans le Public , ensuite par-tout ailleurs. Alors on soupçonne , on s'allarme , & à la fin le Négociant perd son Crédit. Quoique riche , tout son argent ne suffit pas pour résister à une pareille secousse. C'en est fait ; il faut manquer & périr.

On doit observer de plus que la perte du Crédit est pour un Négociant beaucoup plus considérable que celle en argent. Il ne dépend que d'un moment pour réparer celle-ci , au-lieu que pour l'autre on a souvent besoin de plusieurs années avant que l'on puisse s'en relever. S'agit-il de gagner la Confiance publique , il est nécessaire de la mériter par une exactitude non interrompue , par la probité & des sentimens d'honneur. Le Crédit , soit public , ou particulier , ne dépend pas seulement de l'argent , mais aussi du caractère , de la bonne-foi & de la parole. Tous ces avantages augmentent le numeraire d'un chacun par la magie de la Circulation. Le Public est toujours indulgent envers ceux qu'il croit honnêtes gens ; il se fie à eux , leur distribue des profits aussi réels qu'avantageux , & ne demande autre chose qu'une conduite suivie , de bonne-foi & de candeur.

De

De ces principes en résulte un autre, que j'oserois avancer. La Banque, en suivant l'opinion publique à l'égard d'un Négociant, ne peut aucunement se tromper, & ne perdra rien, vû que le Public sera toujours mieux informé qu'elle ne puisse l'être de l'état de celui dont il sera question. Quelques exemples du contraire ne prouvent rien dans une affaire si étendue & si générale. Au reste, si par hazard la Banque a le malheur de s'abuser, ainsi que le Public, elle n'en est pas responsable, ayant fait son devoir; aussi elle ne peut que mériter les louanges, soit de la part du Public, ou du Particulier. Enfin il y va de son propre intérêt de faciliter, autant qu'il est possible, le Discompte des Lettres-de-change, ou pour mieux dire, la Circulation du Papier de Crédit particulier. Elle trouvera bien de quoi se payer dans le profit général de toutes ces opérations, ou de se dédommager de quelques pertes accidentelles. Dans quelle opération, dans quel Commerce peut-on toujours gagner, sans que l'on n'essuye quelquefois des pertes? En cela le Résultat, ou la Balance ne sera pas moins en faveur. Supposons que la Banque, en discomptant pour la somme de cent mille livres sterl. à quatre pour cent, & que parmi ces Lettres-de-change il s'y en trouve quelque mauvaise & qui ne soit pas payée, on ne pour-

pourroit compter cela pour pure perte. Il s'agiroit de voir combien elle auroit gagné dans toute l'opération. C'est-là en quoi consiste son gain net, & à tout prendre, l'opération ne peut être censée qu'avantageuse. Or, si la Banque ne discompte point du tout les cent mille livres sterl., il est vrai que d'un côté elle ne perd rien, mais aussi elle ne gagne rien de l'autre; néanmoins elle perd tout le profit qu'elle auroit pû faire, Ainsi, rien n'est plus évident que c'est dans la Circulation continuelle & rapide qu'elle doit toujours trouver son vrai avantage.

D'après tout ce que je viens de dire, on ne peut qu'envifager avec indignation la conduite de Mrs. les Directeurs de la Banque d'*Angleterre*. Voyons dans le Chapitre suivant celle du Ministère *Anglois* actuel à ce sujet.



C H A P I T R E II.

TOUT Lecteur sensé doit s'attendre dans ce Chapitre au recit des mesures, sages & utiles que le Ministère *Anglois* actuel devoit prendre dans une telle Crise. Pour moi, je n'en vois, je n'en connois aucune, & je défie toute personne de m'en démontrer une seule. Je vois seulement avec regret que le Ministre & le Parlement, quoiqu'avec les meilleures intentions du monde, ont adopté les mêmes faux principes de Mrs. les Directeurs de la Banque, & contribué par-là de toutes leurs forces à écraser le Crédit & la Circulation. Le peu de démarches, qu'ils ont faites, ne tend qu'à empirer le mal & causer la dernière ruine.

Pour comblé de malheur, lorsque la Nation & l'*Europe* entière se voyoient exposées au plus grand danger par les Banqueroutes particulieres, la Compagnie des *Indes-Orientales*, ce Corps formidable, ce Géant, qui autrefois fit trembler l'*Asie* & attira l'attention de l'*Europe*, se vit entièrement abymée sous le poids de ses heureux succès. Il n'est pas de mon sujet d'entrer dans ce détail, & la digression seroit trop longue, si j'entreprendois d'examiner l'origine & la véritable cause du malheureux état actuel de la Compagnie.

gnie. Je me bornerai uniquement à la mettre au nombre des Banqueroutiers, & telle est dans le vrai sa condition présente. En la considérant sous ce point de vûe, je dis qu'elle s'est adressée au Parlement, au Ministère pour avoir du secours, de même que les Négocians particuliers ont eu recours à la Banque. Personne n'ignore tout ce qui s'est passé à ce sujet depuis six mois entre la Compagnie & le Parlement; mais comme parmi le nombre de mes Lecteurs il pourroit s'en trouver, qui, moins instruits des Affaires Parlementaires, ne pussent s'en former une juste idée, je serois presque tenté d'en revenir à mon Médecin.

Il y avoit autrefois un jeune homme d'une complexion robuste & la plus heureuse, mais qui par des excès & des extravagances, s'étoit ruiné la santé & énérvé toutes les parties du corps. Sur le point d'expirer, il s'adresse pour dernière ressource à son Ami le Médecin. „ Cher Ami, lui dit-il, (il faut remarquer que celui-ci, autrefois pair & compagnon dans quelques Parties de plaisir avec le jeune homme, avoit bû & mangé à ses dépens avec autant de profusion & d'excès que lui-même) „ cher Ami, vous voyez à ma „ mine le mauvais état de ma santé, donnez- „ moi vite quelque remède. „ Le Médecin lui „ répond d'un sang froid: Je le veux bien; „ mais

„ mais vous avez été extrêmement débau-
„ ché, vous vous êtes plongé dans des des-
„ ordres infinis, en un mot votre conduite
„ a été fort déréglée. „ J'en conviens, dit
„ le Malade; mais donnez-moi quelque re-
„ mede pour le présent. Je n'en puis plus,
„ je me meurs. „ Ecoutez, continue le Mé-
„ decin, je veux savoir préalablement tou-
„ tes vos démarches, toutes vos actions.
„ Je veux les examiner à loisir, je veux en
„ juger. „ Jugez donc du passé par ma
„ situation actuelle, reprend le Malade, &
„ donnez-moi du soulagement; je me meurs.
„ O Dieu! Attendez, poursuit notre hom-
„ me, il faut premièrement que je vous
„ prescrive des regles, suivant lesquelles
„ vous aurez désormais à vous conduire. Il
„ faut que „ Monsieur, lui dit en-
„ core le Malade, vous ferez toujours le
„ maître de faire de moi ce que vous juge-
„ rez à propos; mais pour le présent ne me
„ rappelez pas le passé, ni ne m'entretenez
„ de l'avenir. Donnez-moi le remede con-
„ venable à mon état actuel. Les forces me
„ manquent, je tombe. Eh bien, répond
„ le Médecin, voici le remede que vous
„ demandez; mais vous en ferez usage à tel-
„ les & telles conditions, qui sont toutes
„ pour votre bien. „ Non, non, se récrie
„ le Patient, ces conditions-là me sont
C „ trop

„ trop à charge , & si nuisibles, qu'elles surpas-
 „ sent même l'excès du mal que j'endure. Je
 „ vous remercie du remède , je suis votre
 „ Serviteur. „ Un moment de patience , dit
 „ le Médecin, en le prenant par la gorge.
 „ Vous prendrez mon remède de bon ou de
 „ mauvais gré & aux mêmes conditions. Sa-
 „ chez que c'est un droit que j'ai sur vous
 „ comme *Premier - Professeur* en Médecine
 „ ne ; il n'y a point à résister. Tenez ,
 „ voilà le remède, que je vous laisse sur la
 „ table , & en voici les conditions par écrit.
 „ Il faut le prendre à la fois , lisez ce pa-
 „ pier”. Le pauvre Malade , tout trem-
 „ blant de frayeur , prend le papier en main
 & lit : *Tout votre mal vient de votre bien. Vous*
jouissez d'une fortune si immense & vous vous en
servez si mal , qu'il faut vous en dépouiller de la
moitié. Vous ne savez pas vous gouverner , il
est nécessaire que je vous nomme des Tuteurs , qui
seront chargés de l'Administration de toutes vos
Affaires. Vous ne mangerez dorénavant que
par leurs mains , & chaque jour vous recevrez
d'eux la règle de votre conduite. Je le veux
comme votre Ami , comme Premier-Professeur
en Médecine , & à bien d'autres titres que je
dirai en son tems. Le pauvre Malade , enco-
 re plus frappé d'étonnement , lui dit pour
 toute réponse : „ Monsieur le *Premier-Pro-*
 „ *fesseur* , vous feriez beaucoup mieux ,
 „ sans

„ fans tant de paroles & de menaces, de
 „ m'envoyer tout d'un coup d'ici aux Peti-
 „ tes-Maisons, & de prendre à la fois pour
 „ le bien de ma santé tout ce que je posse-
 „ de". Ce Dialogue entre le Malade & le
 Médecin n'est point encore fini. Je ne sais
 comment ils s'arrangeront; mais je crains
 qu'en attendant le Malade ne meure.

Le sage Ministère *Anglois* actuel, le plus
 laborieux, le mieux intentionné du monde,
 qui ne cherche que le bien de la Patrie & la
 gloire de son Maître, s'est préoccupé à un
 tel point par l'une de ces fatalités, dont il y
 a tant d'exemples parmi les hommes, que
 malheureusement il a adopté les mêmes faux
 principes de Mrs. les Directeurs de la Ban-
 que, & a jugé, comme elle, que le Discré-
 dit présent provenoit de la trop grande Cir-
 culation de Papier, & principalement du
 grand Jeu dans les Actions, qui étoit l'un de
 ses ressorts, & peut-être le plus rapide. Afin
 d'y remédier, on a proposé dans la Cham-
 bre des Communes un Bill, tendant à arrê-
 ter le Jeu, ou pour mieux dire, un Bill pour
 amplifier & fortifier un autre Acte du Parle-
 ment, passé sous le Regne de *George II.* ré-
 lativement au même but. Je pense que l'on
 ne pouvoit jamais imaginer dans cette occa-
 sion-ci un moyen plus funeste, plus terri-
 ble pour écraser entièrement le Crédit & ta-

rir les sources du bonheur de la Nation , qu'en voulant supprimer le Jeu dans les Fonds publics. Les raisons , continuées dans le dit Bill, sont à la fois fausses & mal-entendues.

„ Le Jeu d'Actions , y dit-on , est un Jeu
„ infâme , un gouffre où s'abymement les gens
„ de toutes Classes. C'est une tentation
„ trompeuse & illusoire pour faire perdre à
„ un chacun ses fortunes réelles. Il est la
„ ruine du Commerce licite & avantageux ,
„ le massacre de la valeur réelle de nos Fonds
„ par la variation continuelle qu'il occasion-
„ ne. Les Courtiers ne sont que des Four-
„ bes. C'est enfin une fabrique de mensonges ,
„ que les Joueurs répandent jour & nuit”.

Telle est la force du Bill , & c'est tout ce qu'on peut dire contre le Jeu d'Actions. En réponse à ce faux raisonnement , je dis :

I. Le mot d'*infâme* ne signifie rien dans le cas présent. Le Jeu d'Actions n'est qu'une gageure volontaire , une loterie que chacun fait de son bien , une transaction libre , dans laquelle chacun peut disposer de sa fortune selon l'intérêt qu'il y envisage. Il n'est qu'une suite nécessaire de la variation des Fonds réels , que le premier ressort de l'imaginaire , rien enfin que le premier mobile d'une masse de cent trente millions sterl. en Obligations de l'Etat. Voilà ce qu'est le Jeu d'Actions , si l'on doit parler comme Hom-

me

me libre , comme Financier , ou comme Ministre. Je le repete , ce mot d'*infâme* ne lui convient aucunement ; il est bas , trop grossier & même indigne d'être prononcé par la bouche du Parlement d'*Angleterre*.

II. Il n'est pas douteux que dans le Jeu d'Actions il n'arrive de grands malheurs. On y perd des fortunes immenses , on y pratique souvent des fourberies ; le mensonge y influe quelquefois autant que la vérité. Mais que l'on me dise à quel Jeu , à quelle transaction la plus réelle , en quelle branche de Commerce la plus solide il n'arrive pas de pareilles infortunes , des abus de cette espece ? Parlons plus clairement. Combien de personnes , soit par désespoir , soit par ennui , ou par la méchanceté des autres , ne se sont pas précipitées du haut du Pont de *Londres* dans la *Tamise* ? Seroit-il juste que pour cette raison on démolît le Pont , ou détournât le cours de la Riviere ? Autre exemple. Combien de personnes , pour les mêmes raisons que ci-dessus , ne se sont pas fait sauter la cervelle par un coup de pistolet ? Est-il juste que pour cela il faille défendre l'usage des armes à feu ! O ! bon sens , où êtes-vous ? Or , le Jeu d'Actions est aussi nécessaire , aussi utile dans un Pays , où il y a une masse énorme en Obligations d'Etat , que la Riviere l'est pour la Navigation & le Commerce des marchan-

dites. Il est aussi nécessaire & utile, pour la sûreté, la protection, la défense du Crédit & de la Circulation, que les armes à feu le sont pour la défense de l'Etat.

III. On dit que le *Jeu écrase la valeur des Fonds réels*, au contraire c'est lui qui toujours les soutient, & qui souvent est l'instrument qui les fait hauffer fort au-dessus de leur valeur. Sans le Jeu, les Fonds des *Indes*, malgré le Dividende de douze & demi pour cent, selon le mauvais état de la Compagnie, auroient été depuis deux ans, ou à peu près, au même prix qu'ils sont aujourd'hui avec la moitié du Dividende. C'est le Jeu qui les fit hauffer autrefois au-delà de leur valeur. Je dis plus: sans le Jeu, tous les Fonds d'*Angleterre* en général ne pourroient jamais se relever, & resteroient toujours considérablement au dessous du pair. La chose est sensible. Quand il n'y a point de Jeu, la Circulation diminue, & cette diminution met les Fonds réels dans le cas de souffrir. On a beau dire, on a beau faire, sans Circulation, toute la Machine du Crédit public s'écroule, d'où s'ensuit le desordre.

IV. La grande & continuelle variation, qu'il y a eu depuis trois ou quatre ans dans le prix des Fonds, n'est pas seulement venue du Jeu, mais de cette variation même & du changement dans le Système Politique.

De-

Depuis la dernière Paix, l'*Angleterre* s'est armée jusqu'à trois fois ; la première, pour l'Affaire de l'Isle de *Falkland* ; la seconde, pour celle de *Dannemarc*, & la troisième tout récemment à l'occasion de l'Escadre de *Toulon*. Tout le monde fait à quoi ont abouti tous ces armemens. Le premier n'a duré qu'environ deux mois, le second trois jours, & le troisième pas seulement vingt-quatre heures. Comment seroit-il possible que lors d'un pareil changement, arrivé dans le Système Politique, le prix des Fonds n'eût pas varié, ni chancelé, eux, qui, n'ayant d'autre sûreté que celle de l'Etat, auroient dû nécessairement subir la même révolution & éprouver le même sort que l'Etat ? Aussi l'*Angleterre* ne doit jamais changer de Système Politique que pour se décider. Dès qu'elle a des motifs d'augmenter sa Marine pour armer, elle doit également les avoir pour faire la guerre. En ce cas, il faut s'y résoudre, autrement on donne lieu à de mauvaises suppositions que parmi le respectable Ministère il peut y avoir quelque Membre qui ne demande pas mieux qu'une variation dans les Fonds publics ; soupçon que l'on doit éviter avec tout le soin possible.

V. Pour une raison qu'on peut alleguer contre le Jeu d'Actions, il y en a cent à déduire en sa faveur. Son grand bien consiste

dans le grand mouvement de la Circulation, où il faut chercher son avantage ou desavantage. Là le Ministère doit regarder s'il fait bien ou mal, & ne pas se foucher de Cas particuliers, qui n'importent aucunement dans une affaire d'aussi grande importance.

VI. L'autre grand avantage, pour ne pas dire presque incomparable, que le Jeu produit en *Angleterre*, est que les Joueurs & les Courtiers font jour & nuit la garde du Ministère, le suivent dans toutes ses démarches. Ils n'ignorent de rien, & par le mouvement dans les Fonds la Nation est informée de tout ce qui se passe dans le Cabinet. C'est ce Jeu, c'est la variation dans le prix des Fonds qui avertit le Public & sonne l'alarme. N'y eût-il que ce seul avantage pour une Nation libre & commerçante, encore un tel Jeu devroit toujours être permis & protégé.

VII. Le Bill en question est d'autant plus inconséquent & repréhensible, qu'il ne peut, selon moi, remplir absolument le but qu'on se propose. Il ne servira tout au plus qu'à augmenter la confusion & le Discrédit actuel. Le Jeu d'Actions n'est pas arrêtable de sa nature. Aussi longtems qu'il existera une Dette Nationale, aussi longtems qu'il y aura des Fonds publics, aussi longtems, dis-je, qu'il restera un degré de Liberté, ce Jeu subsiste-

ra toujours sous l'un ou l'autre nom. Quelque dénomination qu'on lui donne, il sera dans le fonds toujours le même, & plus on fera d'efforts pour le contraindre, plus il opposera de résistance pour se débarrasser. Tout le Pouvoir Législatif, toute la rigueur de la Loi ne pourront jamais le vaincre, à moins qu'on ne voulût enfreindre les Loix fondamentales de la Constitution, qui sont toutes en sa faveur. La premiere & principale Loi de la Constitution *Angloise* consiste dans la Liberté entiere de disposer de sa *personne* & de son *Bien*, selon qu'on le juge à propos & de la maniere la plus avantageuse, pourvû qu'en cela on ne fasse tort à personne. Or, toute Loi particuliere, qui enfreint & attaque ce Boulevard de la Liberté, ne peut qu'être nuisible & de la derniere conséquence. Toute la Nation doit à juste titre s'y opposer, & même, s'il est nécessaire, avec une résistance la plus marquée. Les préjugés & les erreurs sur cette importante matiere se soutiennent depuis longtems, & presque dès son existence.

Sous le Regne de *George II.*, quelques Négocians de la Cité de *Londres*, aussi ignorans en fait de Crédit & de Circulation, qu'acharnés contre le Jeu d'Actions, forcerent, pour ainsi dire, le Ministère de ce tems à faire passer un Acte du Parlement à l'effet d'arrê-

ter le Jeu. Pour y parvenir, le Parlement ne trouva d'autre moyen plus efficace que celui de le rendre illégal ; c'est-à-dire, que personne ne seroit obligé par la Loi de payer la moindre perte, & que toute prétention à ce sujet seroit nulle & inadmissible. Qu'arriva-t-il de cette fameuse Loi ? Au-lieu d'arrêter le Jeu d'Actions, on lui donna plus de cours. En effet, on ne pouvoit jamais imaginer de moyen plus favorable que celui-là pour l'augmenter & l'encourager. Depuis lors, le Jeu est devenu mille fois plus fort qu'il n'étoit auparavant, & cette Loi, dont les effets furent si avantageux au Jeu, au Crédit & à la Circulation, n'eut que des suites directement opposées à ses fins. Développons cette importante matiere.

Les Loix du Crédit & de la Circulation étant uniquement fondées sur la bonne-foi, sur la parole & la liberté entière d'agir, elles n'operent jamais mieux que lorsque les Loix pénales & coërcitives ne les touchent pas. Leur délicatesse est si grande, que le moindre soupçon de violence pour ou contre les effraye. Or, le Jeu d'Actions, fondé entièrement sur la bonne-foi, se trouvant par l'Acte ci-dessus exempt, sans aucune contrainte, de toutes chicanes du Barreau, ne pouvoit nécessairement qu'augmenter. Dès lors la Circulation devint extraordinairement

rapide; dès lors des millions de livres sterl. circulèrent souvent par le Jeu d'une main à l'autre en moins d'une heure. Toutes les richesses de la Nation & pour ainsi dire, de l'*Europe* se mirent en mouvement. Il sembloit que le monde n'eût qu'une voix pour publier: *Puisqu'en Angleterre il n'y a point de Loi pénale dans le Jeu d'Actions, c'est-là où il convient de placer notre argent avec sûreté & de l'y faire circuler avec avantage.* Voilà le triomphe du Crédit & de la bonne-foi. Il me vient à ce sujet une idée, qui, démontrée & adoptée, ne pourroit qu'être très utile à toutes les Nations en général. Ce seroit que le même esprit de Loi, qui rend illégales les *Dettes* dans le Jeu d'Actions en *Angleterre*, rendît également illégales par-tout ailleurs celles, contractées dans quelque branche de Commerce, ou dans tout autre genre que ce puisse être, sans aucune exception. On auroit alors un autre triomphe du Crédit & de la bonne-foi. Que l'on me fasse à cet égard telle objection que l'on voudra. La seule apparente, quoique fausse, est que le Commerce réel intérieur, ou extérieur, si utile & si nécessaire à toutes les Nations, deviendrait difficile, si non impraticable, par la crainte de non payement; qu'il n'y auroit que peu ou point de confiance mutuelle; que les Peuples ne pourroient se procurer leurs
be-

besoins réciproques ; que la Circulation en souffriroit ; que le nombre des mauvais Payeurs augmenteroit avec celui de gens sans foi ni parole ; qu'enfin on bouleverseroit un Sytème établi & reçu par toutes les Nations, tant policées que non policées.

La raison, l'expérience & l'exemple du Jeu dans les Actions en *Angleterre* réfutent cette objection & en démontrent le peu de fondement. Quoique personne n'y soit obligé par la Loi de payer la moindre perte dans ce Jeu ; néanmoins on y fait dans un jour plus d'Affaires , plus d'opérations considérables qu'il ne s'y en fait peut-être en un mois dans toutes les autres branches de Commerce les plus réelles & les plus solides. J'ajoute que l'on y pratique plus d'exactitude , plus de bonne-foi qu'en toute autre opération. Ne nous arrêtons qu'à l'Affaire de l'Isle de *Falkland*. En moins de trois mois de tems on joua pour plus de deux cens millions sterl. , & souvent avec différence de 20 à 30 pour cent, sans autre manque que le non payement de deux ou trois misérables Courtiers pour une bagatelle, je crois, de douze à quinze mille livres sterl. Depuis que le Monde existe, on n'a jamais vû plus de bonne-foi , plus d'exactitude , plus de confiance, plus d'honneur regner dans une Affaire aussi vaste, dans une opération aussi énorme, dans une bran-

branche de Commerce aussi étendue. L'Histoire de la *Grece*, celle de l'Empire *Romain* ne fournissent point de pareils exemples, & il n'y a eu que la Nation *Angloise*, qui, par le Crédit, la Circulation & le Jeu, ait pu donner aux hommes un pareil spectacle, & leur faire sentir la supériorité de leur imagination sur tous les autres êtres. J'ai déjà développé la raison de ce phénomène extraordinaire, & je la réitere encore. On ne peut infliger au manque de bonne-foi & de Crédit d'autre peine que celle du discrédit & du deshonneur ; elle est la plus rigoureuse qu'il puisse subir. Tout Négociant, tout homme, n'eût-il pour objet que sa propre réputation, s'intéressera toujours à maintenir son crédit, à tenir sa parole & à se conserver la confiance publique. Lorsqu'il y manque, il perd tous les avantages de la Société civile & tous les profits de l'industrie. Il devient un objet d'opprobre, la victime du deshonneur, en un mot il est comme banni du Monde. Telle est la peine qu'essuyent en *Angleterre* ceux qui ne satisfont point au paiement des pertes dans le Jeu d'Actions. Aussi est-ce le frein qui oblige à plus d'exactitude, à plus de bonne-foi que dans aucune autre Affaire pécuniaire. Si nous appliquons cette même *Loi*, cette même peine dans toute sa rigueur à tous les mauvais Payeurs & à toutes

tes les Dettes en général, elle produira le même effet. Le Commerce réel & positif ne pourra qu'en devenir plus facile, plus commode & plus avantageux à toutes les Nations; leurs besoins réciproques se communiqueront d'autant plus facilement par la vertu de la bonne-foi & par la confiance. Au reste, le Crédit public d'une Nation; c'est-à-dire, les Dettes de l'Etat, n'ont certainement d'autre fondement, d'autre sûreté que la bonne-foi de la Nation, que l'on ne peut absolument forcer à tenir ses engagements. Pourquoi les Dettes particulieres doivent-elles exiger plus de sûreté? Quelle peine mérite une Nation qui manque à sa parole? Je n'en connois d'autre que le discrédit, le deshonneur & le tort qu'elle se fait à elle-même. Pourquoi encore le Particulier doit-il en subir une autre? Pour quel motif doit-il souvent s'en rapporter à la parole de l'Etat, & même à la seule promesse d'un Prince en fait d'argent; & ne devroit-il pas au contraire se fier à celle d'un autre Particulier, son Egal?

La dernière objection, que l'on pourroit, ce me semble, faire à mon Projet, est que le Jeu dans les Actions en Angleterre est un Commerce imaginaire, & qui ne peut servir d'exemple pour un Commerce effectif. Le Jeu d'Actions n'est imaginaire que dans un sens; mais il est très réel dans mille autres.

Par

Par exemple , lorsque j'achete ou vends en imaginaire dix mille livres sterl. dans les Fonds publics , & que je paye ou reçois au tems du *rescontre* la différence en argent comptant , cette opération m'est aussi réelle que si j'avois acheté ou vendu pour dix mille liv. sterl. de cochenille , ou de l'or en lingots ; il n'y a aucune différence. L'imaginaire dans le Jeu d'Actions en *Angleterre* ne consiste en rien d'autre que de supposer un réel que je n'ai pas , mais dont je suis responsable comme si je l'avois en effet. On peut même m'obliger de le réaliser ; mais comme on ne cherche que la *différence* , celle-ci payée , l'opération est finie & on n'exige rien de plus. Par exemple , un Marchand , qui achete un ballot de laine pour le revendre , n'a pour lui d'autre réel dans cette opération que la différence entre le prix de la vente & de l'achat ; & c'est ce qu'il appelle *profit* , ou *opération réelle*. Je crois avoir suffisamment répondu à ce que l'on pourroit alleguer contre mon Projet , & si un jour il a le bonheur d'être adopté , combien d'avantages n'en résulteront pas ? Par-là la chicane du Barreau , qui fait le malheur de tant de familles , disparaîtroit d'entre les hommes ; par là ce grand nombre d'Avocats , de Procureurs , de gens oisifs deviendroient Artisans , Laboureurs & Membres utiles à la Société ; par-là les prisons,

sons, qui regorgent de Malheureux desœuvrés, spectacle le plus affligeant pour l'humanité, s'érigeroient en Fabriquans & Manufacturiers. Tous ces gros Codes de Loix, si pesantes & si confuses, toute cette foule immense d'Expositeurs, hérissés de chicane & de pedanterie, ne troubleroit plus la Terre & seroit ensevelis dans l'oubli. Le Public se verroit à l'aise, & le monde en seroit plus heureux. On n'entendrait plus parler que de bonne-foi & de confiance publique; ce seroit la Dêvise du Particulier & de la Nation. L'intérêt propre, ce premier Mobile de toutes nos actions, serviroit d'appui à la vertu. En effet, y a-t-il rien de plus opposé à la raison que de voir un homme se fier à la parole d'un autre? Arrive-t-il malheureusement qu'il ne s'en acquitte pas, on l'enleve à la Société, on le constitue en prison. Qu'il parcoure le Monde, si son malheur, si le manque à sa parole ne vient pas de sa faute, mais de circonstances inattendues & disgracieuses, il aura, il est vrai, pour lui le Public, toujours indulgent envers ceux qui sont malheureux, sans avoir mérité de l'être. Mais si par des excès ou par des extravagances, ou même par sa méchanceté & son avarice il ne tient pas parole & ne remplit point ses engagements; qu'il soit connu de toute la terre pour un homme de ce caractère.

raçtere; que son nom soit affiché dans tous les Marchés & les Places publiques; qu'il soit par-tout méprisé & insulté, l'enfermer dans une prison, c'est autant que le soustraire à la punition publique, la seule convenable à sa conduite.

De tous les Pays de l'*Europe*, qui pourra le croire? il n'y en a aucun où il se commette plus d'abus à ce sujet qu'en *Angleterre*. En cela la Législation *Angloise* pourroit passer pour la plus défectueuse. Aujourd'hui on n'y facilite le crédit que pour en venir demain à une prise de corps. Les Marchands en détail sont ceux qui s'empressent le plus à faire crédit indistinctement aux uns & aux autres, il n'importe qu'ils soient de bonne ou de mauvaise-foi, honnêtes ou malhonnêtes gens. A tout hazard, ils n'ont pour eux-mêmes d'autre caution, d'autre sûreté que la prison. Quel excès de cruauté qu'un homme croupisse des années entières dans l'obscurité d'un affreux cachot, & que sa famille, frustrée de son unique soutien, traîne sa vie dans les horreurs d'une accablante misere; & cela pour avoir été peut-être tenté par un Marchand d'acheter ce dont on n'avoit pas besoin? N'en déplaise à ceux qui font un pareil trafic, je dis hautement que faire crédit à des personnes insolvables pour les traiter ensuite d'une maniere aussi inhu-

D

maine,

maine, ou à d'autres que l'on soupçonne de mauvaise-foi, c'est acheter & nourrir des victimes pour leur arracher ensuite le cœur. Un Indigent, honnête homme, seroit à l'abri de pareilles disgraces, si le principe, que j'ai établi, pouvoit avoir lieu. Loin de là, comme tout son bien consiste dans sa probité & dans la charité des autres, les ressources se multiplieroient en sa faveur, & il auroit lui seul tout ce que l'on a coutume de partager entre des gens qui sont dignes d'un sort plus rigoureux.

Enfin je ne fais par quel funeste destin il est toujours plus difficile de faire comprendre la raison aux hommes que de les induire en erreur. Les vérités les plus évidentes, quoique confirmées par l'expérience, par des exemples les plus frappans, ont souvent de la peine à percer à travers les préjugés une fois établis & reçus. J'en reviens à mon principal sujet.

L'Angleterre n'est parvenue dans la dernière guerre au plus haut degré de sa grandeur que par les moyens du Crédit, de la Circulation & du Jeu dans les Fonds publics. Lorsqu'il fut le plus animé, le Gouvernement trouva en moins d'un jour autant d'argent qu'il lui en falloit pour les dépenses les plus extraordinaires. Des Emprunts de douze millions sterl., souvent réitérés, se faisoient

soient avec une facilité incroyable : plus on envoyoit d'Espèces en *Allemagne*, plus il s'en trouvoit en *Angleterre*, & jamais le Commerce réel ne fut plus florissant. Des Flottes marchandes, aussi riches que nombreuses, avoient souvent bien de la peine à se faire jour à travers d'Escadres les plus formidables. Chaque victoire ouvroit de nouvelles sources au Commerce, & il sembloit que le Crédit, la Circulation & le Jeu dans les Fonds eussent la force d'arracher, comme font les Exploiteurs des Mines, les métaux du centre de la terre, tant il est vrai que quand le Jeu est à son apogée, la tentation, qu'occasionne l'esperance d'un gros profit, fait que l'Avare, comme le Prodigue, le plus Prudent, comme le plus Téméraire, qu'en un mot tout le monde s'y adonne; il ne reste dans les coffres aucune obole qui n'en sorte & ne circule. Je suis convaincu que lors du dernier Différend entre les Cours de *Londres* & de *Madrid* au sujet de l'Isle *Falkland*, si le Ministère *Anglois* avoit eu besoin de douze ou quinze millions sterl., il les auroit trouvés avec autant de facilité que d'avantage; au-lieu qu'à présent qu'il n'y a ni Jeu, ni Circulation, je doute fort qu'il puisse s'en procurer la moitié pour quelque occasion que ce soit, hormis à des conditions onéreuses & peu honorables pour une Nation commer-

cante & de crédit, telle que l'*Angloise*. On en voit la preuve dans un sens à l'égard de la Compagnie des *Indes-Orientales*, qui vient d'avoir recours à différens projets pour lever de l'argent, & dont aucun ne lui a réussi jusqu'ici. Malgré l'état déplorable de ses affaires, si le Discrédit public n'étoit survenu, si la Circulation n'avoit été entièrement arrêtée, certainement elle eût déjà trouvé les moyens de se relever & de se soutenir, sans être obligée de sacrifier ses Privileges les plus précieux & de se rendre l'esclave de la violence. Dans un autre tems, je veux dire dans la dernière guerre, que ses Possessions & son Commerce n'étoient rien en comparaison de ce qu'ils sont aujourd'hui, si elle avoit eu besoin d'un Emprunt, tel qu'il auroit pû être suivant l'état de ses affaires, je suis persuadé que le Public s'y seroit prêté, sans crainte, ni usure. Maintenant on ne peut voir qu'avec étonnement une Compagnie commerçante, encore en possession d'un Empire, réduite à la dure nécessité de solliciter une somme aussi médiocre d'un million, cinq cens mille livres sterl., sans que personne lui tende une main secourable. Non, je ne conçois pas qu'une Nation *Angloise*, hardie, entreprenante & si distinguée par son équité & sa bienfaisance, laisse périr un

un Corps, qui lui a rendu tant de services & contribué si efficacement à sa grandeur.

Si l'on veut s'en convaincre, on n'a qu'à se rappeler l'Histoire de l'*Angleterre* depuis la Révolution, Epoque de son Lustre & de sa Liberté, jusqu'au tems présent. Dès lors, à mesure que la Dette Nationale, en augmentant le numeraire, contribuoit à la grande richesse du Pays, le Jeu dans les Actions augmentoit également comme une suite de l'augmentation du numeraire. Ce fut aussi depuis ce tems-là que la Liberté s'accrut & se perfectionna. Crédit, Circulation, Jeu & Liberté, ne formant tout ensemble qu'un seul Corps, marcherent d'un pas égal, s'agrandirent & durent suivre nécessairement le même sort. Attaquer la Circulation, détruire le Jeu, toucher au Crédit seront autant de présages du dépérissement de la Liberté. Tout cœur *Anglois* ne peut qu'en concevoir de l'inquiétude.

Au reste, le Bill en question est dressé dans des termes si compliqués, que j'oserois défier tout homme, soit Financier, Négociant, Courtier ou *Juif*, soit enfin celui-là même qui l'a proposé & rédigé, d'y rien comprendre. Telle est néanmoins la production d'un Parlement d'*Angleterre*, telle la mesure sage & utile pour le Discrédit & les malheurs actuels. Au moment que j'écris ces

Réflexions, le Bill vient de passer dans la Chambre des Communes avec une grande majorité de suffrages. Je suppose aussi qu'il aura probablement le même succès dans celle des Pairs, à moins que le Ministère ne tombe encore dans une double faute, la première comme Financier, en le faisant passer dans la Chambre-Basse ; la seconde comme Politique, en le voyant rejeter dans la Chambre-Haute.

L'ignorance peut porter les hommes à d'aussi grands excès que la malice. Il y a eu un Membre du Parlement, si destitué de lumières, si avare & d'une ame si basse, qu'en parlant du Jeu d'Actions, il donna pour raison que les Ministres publics, par la nature de leurs Emplois, pouvoient se trouver quelquefois dans le cas d'y faire de grosses fortunes & d'emporter l'argent du Pays, d'où il conclut qu'il falloit supprimer ce Jeu. On ne peut raisonner plus mal & plus inconséquemment en si peu de mots. I. Pour en retirer quelque avantage, il faut, outre le bonheur, avoir une connoissance la plus parfaite de la nature des Fonds, de la Finance & sur-tout du labyrinthe du Jeu-même, sans mille autres circonstances, si difficiles à connoître pour un Etranger, qui, il peut aisément s'y méprendre. II. Dans le cas qu'un Ministre public, aveuglé par l'intérêt, s'engage
par

par des circonstances favorables dans une pareille Affaire, & supposé qu'il y profite dans une occasion, la flatteuse esperance d'un gain plus considerable l'engagera immanquablement à y retourner une seconde & troisième fois. On peut être sûr qu'alors il restituera avec intérêt par un malheureux revers ce qu'un heureux hazard lui aura procuré. III. Les Ministres publics en général ne sont pas ceux qui jouissent d'un grand Crédit en fait d'argent; de sorte qu'il leur est impossible de pratiquer de grandes opérations. Il faut nécessairement qu'ils se servent avec confiance de la voye d'un Négociant ou d'un Courtier. L'un ou l'autre aura toujours soin de retirer par-devers lui le premier avantage; & le Ministre public ne peut manquer d'en être dupe. IV. Supposé même qu'un Ministre soit assez intelligent pour recueillir quelque profit de ce Jeu & assez prudent pour n'y pas retourner, il se croira trop heureux d'employer ce gain à des dépenses dans les Jardins de *Vauxhall* & de *Renelagh*, ou à cajoler les Beautés du *Parc*. L'économie & l'avarice ne sont & ne seront jamais les passions dominantes de ces Seigneurs; ils n'ont de penchant que pour le luxe, le faste & la prodigalité. Ainsi l'on peut s'assurer qu'ils n'emporteront point l'argent du Pays où ils résident. D'ailleurs, comme on leur en im-

pose ordinairement , de même qu'à tout Etranger , à leur première arrivée en quelque lieu que ce soit , principalement en *Angleterre* , cela fait qu'aucun profit ne fera jamais assez suffisant pour suppléer à leurs dépenses , au contraire , ils n'auront rien de reste. V. Enfin rien ne paroît plus indigne pour une Nation , comme l'*Angloise* , où tout doit respirer la noblesse & la grandeur , de faire publiquement des insultes pour des motifs si bas à un Corps aussi respectable que celui de Ministres Etrangers. Je ne fais par quelle fatalité il y a toujours en tout Pays libre des gens , qui ne connoissent dans la Liberté d'autre bien que celui d'affronter impunément tout ce qu'il y a de plus distingué parmi les hommes. Cet abus est tout au plus pardonnable dans la Classe du menu Peuple , toujours destitué d'éducation & de sentimens.

Les faux principes , qui ont induit ce Membre du Parlement à parler contre le Jeu d'Actions relativement aux Ministres publics , & que je viens de réfuter , sont , je crois , presque les mêmes qui ont excité ce Sénateur , ou quelque autre à outrager le Corps Diplomatique au sujet de la Contrebande. Mon intention n'est pas d'approuver ou de désapprouver que de pareils Personnages s'avilissent au point de se procurer un profit aussi bas que chetif par des moyens si au-dessous de

de leur Caractere; mais en parlant comme Financier, ou en regardant les choses en grand, je dis qu'une Contrebande de cette nature ne sauroit être de quelque conséquence pour le Pays. De grace, en quoi consisteroit-elle qu'en quelques glaces de *Paris*, quelques douzaines de Fauteuils & autant de Pièces de Dames? Seroit-ce là pour une Nation *Angloise* un objet contre lequel il fallût se recrier. Cet article est d'ailleurs si délicat en soi-même, que non seulement tout Peuple commerçant doit éviter avec soin d'en parler; mais beaucoup moins songer à en défendre absolument chez lui l'exercice, s'il ne veut donner à d'autres occasion d'user de représailles. A tout hazard, il ne peut qu'y perdre au change.

De tous les Systèmes, que j'ai proposés jusqu'à present, celui-ci peut admettre des exceptions. Je ne prétends, ni n'approuve ou conseille qu'un chacun en général joue dans les Fonds publics en *Angleterre*. Loin de là, il y a des Classes de gens, à qui il ne convient pas absolument de s'en mêler. Telles sont les Personnes en Place, ou qui ont part à l'Administration politique du Pays; celles-là ne devroient jamais en avoir la pensée. L'intérêt particulier l'emporte à la longue sur celui du Public, & ce seroit livrer combat à la plus forte tentation du cœur

de l'homme. Il est trop dangereux d'en courir les risques ; aussi jamais Héros, quelque fameux qu'il soit par ses Exploits, ne s'est flatté de remporter une suite de victoires sur des ennemis aussi formidables que les passions. La Liberté, la Constitution *Angloise*, cet Ouvrage, digne d'être admiré, souffrirait de la concurrence de pareilles personnes dans le Jeu des Fonds publics, & par-là le monde perdrait le seul Modèle qui lui reste d'un Gouvernement aussi parfait qu'il est possible d'imaginer. Je n'entends pas non plus que tous Négocians participent à ce Jeu, sur-tout ceux, dont les Affaires ne sont pas en fort bon état ; un moyen, aussi violent, aussi douteux que celui-là, n'est pas pour eux un expédient de tenter fortune. Néanmoins je ne vois pas qu'il soit malhonnête, illicite & encore moins infâme qu'un Négociant opulent y fasse circuler en certaines occasions une portion de ses richesses, pourvu qu'en cela il ne risque pas le bien des autres. Au contraire, en ne hazardant que ce qui est à lui, il favorise la Circulation, le Crédit, & coopere au bonheur du Pays. Depuis que le Commerce réel est devenu l'objet de toutes les Nations, le Déclin du Siècle présent, il n'est pas possible que tout le monde, dans quelque branche que ce soit, s'y applique & y trouve du profit ; autrement le Commerce pé-

périliteroit & s'anéantiroit. Il est donc indispensablement nécessaire que l'on imagine de nouvelles ressources pour mettre l'argent à profit, lesquelles en soutiennent le prix en qualité de signe, sans quoi les métaux s'aviliroient considérablement. Les Négocians, comme Instrumens du Commerce réel, je le répète encore, doivent en faire leur principal objet; mais attendu qu'en tout Pays, particulièrement en *Angleterre*, il se trouve une infinité de gens extrêmement opulens, qui, ne voulant pas s'assujettir à un Commerce continuel & laborieux, ne savent que faire de leur argent, c'est à ceux-ci qu'il appartient d'avoir la main dans les Fonds publics, & qui en font proprement les Joueurs nés. On doit leur savoir gré de ce qu'ils font circuler leurs richesses, soit dans les Fonds réels, ou dans le Jeu d'Actions, comme ils le jugent le plus à propos. Les dépenses, qu'ils feroient dans un luxe capricieux & extravagant feroient plus nuisibles à l'Etat que les pertes qu'ils pourroient faire dans le Jeu, & la Circulation ne gagneroit pas à beaucoup près autant par ce moyen-là qu'elle profiteroit par celui qui touche de plus près à sa source. Il y a une très grande différence entre les ressorts qui contribuent au grand mouvement de la Circulation. Une même dépense peut avoir des effets différens, suivant

vant l'emploi qu'on en fait. Elle peut en certains cas être aussi nuisible qu'elle doit toujours être avantageuse au Crédit & à la Circulation. Or, de tous les moyens que l'on puisse imaginer, aucun n'y contribue aussi directement que le Jeu. L'autre avantage essentiel, qu'il produit, consiste en ce que l'Avaré, cette Peste de la Société, ce Membre pourri, inutile au Corps politique, peut souvent devenir par la tentation du Jeu un homme utile à la Société, en faisant circuler les Espèces qu'il tient cachées dans l'aby-me de l'oubli. Triomphe, seul réservé au Jeu d'Actions, puisqu'il n'y a que l'appas attrayant d'un gros profit qui puisse ébranler le cœur d'un homme, dévoué à l'avarice. Présentez à ce Monstre l'occasion d'un profit honnête & médiocre, il trouvera mille obstacles, il se figurera mille dangers où il n'y en a point, & ses desirs ne seront jamais satisfaits. Proposez-lui au contraire des profits considérables, une usure excessive, il n'entrevoit plus de risque, il passera subitement de l'irrésolution à la hardiesse, risquera le tout, contribuera de toutes ses forces, sans le vouloir, au grand mouvement de la Circulation & deviendra enfin un Membre aussi utile que tout autre à la Société.

Il seroit à souhaiter pour le bien de l'Angleterre que tous les Etrangers en général
fus.

fussent tentés de prendre part dans une telle Affaire. On pourroit dire qu'alors on défricheroit & fertiliseroit une terre étrangere, dans l'esperance d'en recueillir quelque fruit. On augmenteroit le bien d'autrui dans l'expectative d'un Leg.

Pour derniere réflexion sur ce sujet , il est à propos d'observer que la sage République de *Hollande* , certainement aussi entendue que la Nation *Angloise* en fait de Crédit & de Circulation , non seulement tolere & permet le Jeu dans ses propres Fonds publics , mais aussi dans ceux de l'*Angleterre*. La chose est d'autant plus extraordinaire , qu'elle n'a point d'exemple ; cependant je ne vois pas quel mal y cause ce Jeu. Le Crédit de la Nation est chez elle au plus haut degré où il puisse être , & supérieur à celui en *Angleterre*. La Circulation s'y fait avec une rapidité étonnante , l'Espèce y abonde & le Commerce en est florissant. On y a un double Jeu , inconnu & non pratiqué en *Angleterre* , je veux dire celui des Prîmes. D'ailleurs , on a si bien connu en *Hollande* l'avantage du Jeu , que l'on en a multiplié les opérations. Elle retire , pour ainsi dire , le profit de la Dette Nationale de l'*Angleterre* , sans lui être à charge. Les premiers Négocians d'*Amsterdam* , gens les plus circonspects , ne font pas mystere d'agir dans le Jeu , selon les circonstances.

stances. Les Courtiers n'y font point taxés de Fourbes, ni qualifiés d'éphitètes injurieux, comme ils le sont en *Angleterre*. On les considère & on les estime à proportion de leur conduite & de leur probité. Il est vrai qu'en *Hollande*, comme par-tout ailleurs, on trouve de ces vieux Déclamateurs, qui ne regardent que la superficie des choses, & qui attribuent au Jeu d'Actions la décadence de certaines branches de Commerce réel. Ils ne cessent de nous rappeler des exemples de telle & telle Maisons qui s'y sont ruinées, & en ont entraîné d'autres dans des fallites. Celle de Mrs. *Clifford*, survenue dernièrement, semble en être une preuve. Je l'ai déjà dit: des exemples particuliers ne prouvent rien dans une Affaire de si grande étendue. Examinons si le Crédit, si la Circulation en ont souffert. Personne de bon sens n'avancera, je suis sûr, une pareille absurdité. Le Crédit de la Nation en *Hollande*, la valeur de son Papier public se trouvent à un tel point qu'il n'est pas susceptible d'amélioration. Quant à la décadence de quelques branches de Commerce, il seroit également ridicule d'en attribuer la cause au Jeu des Fonds. Il faut l'imputer à d'autres raisons physiques & accidentelles, sur-tout en accuser les autres Nations, qui d'elles-mêmes tâchent aujourd'hui de faire un Commerce actif

tif & direct, ou cherchent à se procurer des ressources, autrefois inconnues, & qui n'étoient réservées qu'à la Nation *Hollandoise*.

Je me flatte d'avoir exposé au plus grand jour les avantages & desavantages qui résultent du Jeu des Fonds publics en *Angleterre* & en *Hollande*. Puisse le monde revenir une fois de ses préjugés sur cette importante matière, qui influe tant sur le bonheur de ces deux Nations! J'ai aussi démontré que l'expédient, dont le Ministère *Anglois* actuel a voulu se servir à ce sujet, est aussi inconsideré que nuisible. Voyons maintenant quelles sont les autres mesures que lui & le Parlement ont jugé à propos de prendre dans la présente occasion.

Celle, que le Ministère *Anglois* actuel a cru être quelque remede au Discrédit général, est de ne pas permettre de Loterie cette année, fondé sur ce que la Nation n'étoit pas dans le cas d'un besoin assez pressant pour avoir recours à un pareil moyen; parce qu'après tous les malheurs qu'elle avoit essuyés par les Banqueroutes particulieres, il ne seroit ni juste, ni prudent de la surcharger du poids d'un nouvel Impôt, tel que celui d'une Loterie; parce qu'enfin on augmenteroit l'esprit d'agiotage, si nuisible & si dangereux au Public. L'intention du Ministère *Anglois* est, je l'avoue, est pleine d'équité en ce qu'elle est

est dirigée vers le bien public; mais comme elle ne suffit pas, quelque louable qu'elle soit, pour donner des regles justes & utiles, j'ose dire que cette démarche est aussi inconsequente, aussi préjudiciable que la premiere, dont je viens de parler. C'est précisément dans les circonstances présentes & pour le bien du Public que le Ministere actuel devroit non seulement permettre une Loterie; mais même en octroyer deux ou trois, s'il étoit possible. Pour bien développer cet important sujet, il faut premièrement examiner en quoi consistent le Discrédit général & le manque de Circulation; c'est-à-dire, il est nécessaire de bien connoître le mal présent pour y appliquer le remede convenable. Le manque de Crédit & de Circulation consiste dans une méfiance générale, occasionnée par quelque accident, ou par la crainte de perdre son propre bien. C'est lorsque le Pere se méfie de son Fils, l'Ami de son Ami, le Voisin de son Voisin, lorsque la bonne-foi dégénere; que le lien de la Société se dissout; qu'un chacun ne s'en tient qu'à lui seul; que les métaux disparoissent de la surface de la terre & semblent rentrer dans leur centre; que le Papier de Crédit perd toute sa valeur, faute de signe représentatif, & qu'enfin dans ces circonstances la confusion regne & que tout est en desordre. Dans une Crise
aussi

aussi funeste tout ce qui peut ramener la bonne-foi, tout ce qui peut tenter l'homme à reparoître avec l'Espèce que sa crainte l'avoit obligé de soustraire, tout ce qui peut, dis-je, le déterminer, soit par une espérance réelle, ou par la flatteuse illusion d'un gros profit, à renouer les liens de la Société, tout cela est le remede convenable au manque de Crédit. Or, la Loterie, par sa nature, par l'esperance illusoire d'un gros gain, par l'attente d'un sort subit & heureux, fait plus d'effet sur un cœur timide que la raison même. Tel, par exemple, qui dans la présente occasion se feroit un scrupule de risquer dix livres sterl. pour une opération la plus réelle, seroit peut-être tenté d'acheter à ce prix-là un Billet de Loterie. Voilà donc dix liv. sterl. dans la Circulation, qui sans cela n'y existeroient pas, & ainsi à proportion jusqu'au montant de la somme, dont la Loterie seroit composée. Il est sans contredit qu'en cette année qu'il n'y a point de Loterie, il se trouve six cens mille livres sterl. de moins dans la Circulation qu'il n'y en avoit l'année derniere dans le tems d'une Loterie. Il est également incontestable que six cens mille livres sterl. en Circulation pendant un an peuvent au moins représenter six millions. C'est donc à présent que la Circulation étant arrêtée, la Loterie produiroit le meilleur ef-

fet. Je n'entre pas dans la question si elle est toujours utile ou non à l'Etat ; mais je soutiens que dans la conjoncture actuelle l'un des moyens, pour animer la Circulation & rétablir la confiance publique, eût été celui d'une Loterie, & même d'une somme plus forte qu'à l'ordinaire.

On me dira qu'elle est toujours un Impôt sur le Public, & que, ce qui est encore pire, elle ramasse l'argent de plusieurs pour le mettre entre les mains d'un petit nombre, en quoi elle répugne aux premiers principes de la Circulation. Je suis entièrement d'accord qu'une Loterie est un Impôt sur le Public à l'exemple de tous les autres ; mais si l'Impôt étoit un mal, il y a longtems que l'on n'en verroit plus subsister en *Angleterre*. Il est vrai que l'on ne doit pas en surcharger le Peuple, ni en établir plus qu'il n'en faut pour le besoin de l'Etat ; mais il faut choisir dans la nature des Impôts ceux qui sont le moins onéreux au Peuple, & dont le paiement soit le plus insensible, le plus volontaire & le plus facile à être perçu. Ces trois circonstances, qui doivent toujours accompagner la nature de l'Impôt, se trouvent dans celui d'une Loterie. Le Ministère a déclaré dans le Parlement que comme la Nation n'avoit pas besoin d'un Impôt, il ne falloit pas l'en charger. Cette proposition roule

le

le sur un Sophisme, puisque supposé que la Nation n'eût pas besoin d'un surplus de l'Impôt d'une Loterie, on auroit pû diminuer, sur quelque article, plus onéreux à la Nation, la valeur de celui qu'elle lui procureroit, & le Peuple, au-lieu d'être surchargé par l'Impôt de la Loterie, en auroit encore retiré du profit par le soulagement qui lui feroit revenu d'un autre article.

Il n'y a point d'Impôt moins à charge, & que l'on paye de meilleur gré que celui, qui, sous l'apparence de l'intérêt propre, contribue à celui de l'Etat. Les plaintes continues, que l'on entend faire de tous côtés à ce sujet, proviennent plutôt de la façon que de la réalité. Tel Peuple payera volontiers le même tribut que l'autre déteste, uniquement par rapport à une différente dénomination. Le nom de *Fermier-Général* est odieux en *France*; qu'on le change en celui de *Collecteur*, ou en tout autre, le Peuple se croira soulagé & les plaintes cesseront en partie. Le réel dépend autant de l'imagination que de la chose même.

Le grand principe qu'il ne faut jamais prendre de plusieurs pour donner à un petit nombre, puisque la Circulation dépend entièrement de la concurrence de plusieurs Individus, & que plus elle parcourt le grand nombre, &

plus elle devient considérable, ce principe, quelque général qu'il soit, admet des restrictions dans un Pays libre & commerçant, où la crainte ne retient personne d'y faire circuler son argent, où les grandes richesses sont à l'abri de la jalousie & de la violence, où enfin personne n'hésite de se dire riche dans l'appréhension que son bien lui soit enlevé. Dans un Pays, comme celui-ci, d'immenses fortunes ne restent jamais longtems dans une main. Les Possesseurs y trouvent toujours leur compte à les répandre parmi le grand nombre, persuadés qu'elles leur reviendront avec plus d'intérêt & plus d'avantage. La disproportion des fortunes, ainsi que les grandes Villes, ne sont nuisibles que dans le Pays d'un Despote, où la force réunie ne contribue qu'à l'oppression, sans produire aucun bien. *Londres & Amsterdam* fourmillent de Maisons très riches, qui cependant ne font aucun tort aux autres Classes du Peuple; au contraire, on les regarde comme la base du Commerce, du Crédit, de la Confiance & le soutien de l'Etat. Regle générale: dans un Pays, où le Particulier, considéré collectivement, forme & constitue le souverain Pouvoir; où la Loi embrasse, sans distinction, tous les Membres de l'Etat, soit riches, ou pauvres; où il n'y a ni Privilèges, ni violence, & où chacun contribue, à proportion de ses forces,

au

au besoin & au salut de la Patrie, la disproportion des richesses ne peut être préjudiciable, parce qu'en général elles appartiennent toutes au Public. Il semble que la Liberté a la force de rendre les fortunes aussi égales que les personnes mêmes. Puissent mes idées sur ce sujet n'être jamais confondues par de sinistres interprétations ! Je parle d'un Pays libre, de l'*Angleterre*, où l'opération d'une Loterie se fonde sur les mêmes principes que celle du Jeu d'Actions. L'une est aussi nécessaire que l'autre est indispensable par les mêmes raisons. Là, l'imaginaire vaut autant & produit le même effet que le réel, par conséquent la raison & la nécessité exigent qu'on les favorise autant qu'il est possible. En effet, pourquoi perdre les avantages d'une heureuse fiction, & ne pas suivre la carrière du bonheur dès qu'elle est ouverte ? Puisque par la magie de la Circulation, par le Jeu, par les Loteries & par une continuelle illusion l'*Angleterre* s'est élevée à un degré de grandeur, auquel toute autre Nation n'a pu atteindre, pour quel motif s'abstiendrait-on de s'en tenir constamment aux mêmes principes ? seroit-ce par une crainte mal fondée ? Non, une Nation libre ne doit appréhender d'autre malheur que celui de perdre sa Liberté. Ceux, qui prétendent que l'excès de Circulation & le trop d'imagi-

naire, ainsi que la surabondance des richesses, peuvent à la longue nuire à ce précieux Appanage de l'homme, ne sont pas dignes d'en jouir. Autant vaudroit-il que l'on me dît que le mal peut venir du bien. Celui-ci n'a point de bornes & ne sauroit produire rien d'hétérogène à sa nature. Jamais l'excès des richesses n'occasionna la chute d'un Empire, & s'il s'écroula sur ses fondemens, il faut chercher ailleurs les causes de sa ruine. A plus forte raison, aujourd'hui que la Tyrannie ne connoît plus de bornes, qu'elle se plaît à détruire & cherche à rendre esclave tout ce qu'elle peut, il n'y a qu'une opulence extraordinaire, qui, par les ressources qu'elle procure, puisse faire face à un Ennemi aussi redoutable. Tout Pays libre, quand même sa Constitution seroit la plus parfaite, ne peut se flatter d'une longue jouissance de la Liberté, s'il manque de moyens de résister aux entreprises d'un voisin ambitieux & entreprenant. La Liberté d'un Pays ne consiste pas seulement dans sa sûreté intérieure, dans ses Loix fondamentales, dans la liberté du Particulier, on doit encore avoir égard à ses forces relativement à celles de l'Etranger. Un Pays médiocre & pauvre, quoique libre, ne peut guères s'en reposer sur sa Liberté; il est chaque jour exposé à l'invasion, en proie à la Tyrannie & à la violence.

lence des autres. Son existence est précaire, & quelque rôle qu'il joue, il ne fera qu'humiliant. Tout ceci prouve que l'excès des richesses ne peut influer desavantageusement sur la Liberté du Pays. On doit plutôt les considérer comme étant son grand appui, eu égard aux puissantes ressources qu'elles lui fournissent. J'ai déjà démontré que le Crédit, la Circulation, le Jeu dans les Fonds, les Loteries même, l'imaginaire, ainsi que le réel, avoient beaucoup contribué à la grandeur & à la richesse de la Nation *Angloise*; j'en conclus que sa Liberté n'en pourra jamais souffrir. Sans nier que d'un excès de richesses il peut résulter un luxe excessif, une mollesse efféminée, qui ont fait autrefois le malheur de plusieurs Nations, je suis néanmoins bien éloigné d'en attribuer la cause aux mêmes richesses, qui dans leur destination, soit en bien ou en mal, suivent, pour ainsi dire, la volonté de ceux qui en sont en possession. Ces pernicioeux abus ne peuvent être mis sur le compte des richesses, ils eurent leur source dans le caprice & la lâcheté des Peuples de ces tems-là. Après tout, qu'y a-t-il dans le Monde, dont on ne puisse faire un bon, ou mauvais usage, une bonne, ou mauvaise application? Ces abus, quoiqu' autrefois si funestes, ne seroient cependant pas aujourd'hui d'une aussi grande conséquence, suivant

le Systême Politique actuel de l'*Europe*. Je suppose une Nation, plongée dans le dernier luxe, dans une mollesse outrée, si à ces vices elle joint les richesses, elle ne trouvera aujourd'hui pour son argent que trop de Défenseurs de sa Liberté. Depuis que pour un modique salaire de six sols par jour on trouve un Athlete qui combat & expose sa vie pour le service d'un autre; depuis que les Alliances & les Garanties se payent en argent comptant; depuis que les Princes & des Nations entieres se mettent à la solde d'autrui, certainement le Pays, qui abondera le plus en richesses, sera censé le plus belliqueux & le plus invincible. Au reste, si le luxe & la mollesse ont causé autrefois à des Nations la perte de leur Liberté, c'est qu'alors leur force, toute leur sûreté dépendoient uniquement de la vertu, de la simplicité des Mœurs & du Patriotisme. Telles furent jadis les forces de *Rome*, de *Sparte* & de *Lacedemone* entant que Républiques. Maintenant que l'Art de la Guerre est poussé à son plus haut point de perfection, que les Connoissances militaires, répandues par-tout, ne donnent de l'avantage qu'au grand nombre, il faut pour qu'une Nation puisse défendre sa Liberté, ait de fortes Armées, des Flottes considérables, & fasse pour leur entretien des dépenses énormes; ce qui ne peut s'ef-

fec.

fectuer qu'au moyen de grandes richesses. Quelle Nation s'empresse aujourd'hui à voler au secours d'une autre, uniquement par des sentimens d'amitié, ou de justice, comme dans les anciens tems? On est revenu de ces bons offices, & l'intérêt propre est le seul Mobile qui fasse agir la Politique moderne. Il ne reste qu'à prendre le Monde tel qu'il est, & à se conformer à ses nouvelles Maximes. Chaque Siècle, change pour ainsi dire, la surface de la terre, & quiconque entreprendroit de suivre les voyes, autrefois pratiquées, ne pourroit que se méprendre. Nous en sommes ici au Cas du Ministère Anglois actuel, qui n'a pas voulu que cette année il y eût de Loterie. Les vieilles Coutumes, qui interdisoient ces sortes d'opérations, n'existent plus, & les principes de la Finance ont entièrement changé. Une Nation, à qui il faut dix millions de livres sterl. par an pour ses dépenses ordinaires, qui, en cas de guerre, aura peut-être besoin du double, qui doit nécessairement entretenir de nombreuses Flottes, tenir sur pied des Armées considérables & payer des Subsidés, ne peut, quelque grand que soit le réel, suffire à tous ces différens objets, à moins qu'elle n'ait recours à l'imaginaire aussi longtems qu'il produit le même effet. Par conséquent il est nécessaire d'entretenir cet enthousiasme qu'occasionne le Jeu.

Le feu d'imagination, qui lui est naturel, peut se ralentir, faute d'exercice & de matière. En regardant les choses dans leur état actuel, il est à supposer que les dépenses d'une Nation, telle que l'*Angloise*, augmente à chaque jour. Plus nous nous éloignons de l'état primitif, plus les besoins, plus les fantaisies & les dépenses doivent accroître. A mesure qu'il se fait de nouvelles Découvertes, à mesure que les trois autres Parties du Monde se civilisent, l'*Europe*, qui a la fureur de dominer par-tout, doit se charger des fraix qu'elle s'attire par son ambition, qu'à la fin toutes les richesses du *Mexique* & du *Bresil* ne pourront satisfaire. Quel seroit donc l'expédient dans le cas où la terre, épuisée de ses trésors, n'en auroit plus de reste pour assouvir l'avarice? Nul autre que le Papier de Crédit, la Circulation, le Jeu, les Loteries, ces nouveaux Représentatifs, qui tiennent lieu de l'Espèce. Il est certain que chaque once d'or, venue de l'*Amérique*, coûte deux livres de sang à ses premiers Possesseurs, au-lieu qu'un seul morceau de papier, ou une heureuse illusion vaut autant que ce poids d'or, & produit le même effet. Aussi devoit-on préférer ce Représentatif à l'Espèce. L'un n'est que le produit de la violence & de la cruauté; l'autre au contraire provient de la bonne-foi, de la confiance

fiance & pour ainsi dire, de la Liberté. Ceux, qui qualifient les métaux du titre de *réel*, devroient aussi considérer qu'ils n'ont d'autre réel, ni d'autre valeur que celle que leur donne l'imagination, & que si l'on attache la même idée à toute autre chose, il en seroit de même. Dès qu'il est démontré que la Loterie contribue à la Circulation, que le Jeu & l'enthousiasme, qu'elle occasionne, avantagent l'imaginaire, on ne peut que blâmer à ce sujet la conduite du Ministère *Anglois*.

Que l'on fasse en ceci attention à la conduite de la sage République de *Hollande*. Elle n'a pas défendu chez elle l'établissement de la Loterie, & sa prudence est d'autant plus digne d'être admirée dans les circonstances actuelles. Quoiqu' elle ait vu avec regret les faillites éclôre dans son sein, elle n'en a point cherché le remede dans des mesures mal combinées ; elle n'a pas touché aux Réglemens & aux Usages établis, soit à l'égard du Jeu dans les Actions, ou par rapport à la Loterie, & les voyes de Crédit & de la Circulation sont restées sur le même pied. La seule démarche, que les judicieux Magistrats d'*Amsterdam* ayent trouvé bon de faire, n'a eu d'autre but que de faciliter l'Escompte des Lettres-de-change, ou la Circulation. Ils ont déclaré que les Négocians de bonne
foi

foi pouvoient s'adresser à eux ; & cela a suffi non seulement pour encourager le Crédit & le Commerce, mais pour arrêter, autant qu'il étoit possible, les suites du Discrédit, jusque-là que les Banqueroutes ont été moins fréquentes dans la République qu'en *Angleterre*.

Une raison, outre bien d'autres, qui doit engager ces deux Pays libres à permettre toujours chez eux des Loteries, est celle de ne pas enlever la subsistance à plusieurs familles *Juives*, qui, excepté ces ressources, n'en ont pas d'autre. Il seroit encore plus cruel d'admettre soixante mille *Juifs* dans *Amsterdam*, à peu près autant dans *Londres*, & de leur ôter ensuite les moyens de subsister. Si l'on supprimoit le Jeu dans les Fonds, si l'on abolissoit les Loteries, si l'on diminuoit la Circulation du Papier, je ne sais ce que deviendrait cette malheureuse Nation, privée de tous les Emplois lucratifs & d'honneur, de presque toutes professions d'Arts & de Métiers. L'industrie dans ces seuls genres est l'unique soutien des *Juifs*, eux, qui dans le Crédit & dans la Circulation n'ont point de Concurrans qui leur soient comparables. Ils mettent tout à profit, & rien ne leur est inutile. Le moindre objet de Commerce attire leur attention, & par la réunion de tous ces petits objets, ils aggrandissent le Commerce, augmen-

augmentent la Circulation & multiplient la richesse. Je crois devoir à cette Nation la justice qu'elle a procuré par son industrie les avantages, dont le Commerce a profité. Tout ceci considéré, ce seroit, ce semble, manquer à la reconnoissance que de réduire tout d'un coup ce Peuple à l'inaction. On augmenteroit le nombre de Vagabonds, on ouvriroit la voye aux crimes, qui réfléchiroient sur toutes les Nations & interrompre- roient, ou banniroient la sûreté publique. Jusq'ici, on n'a rien négligé pour rendre le Peuple *Juif* le plus malheureux & le plus méprisable. On en est venu à bout, & peut-être on parviendra à en faire le plus mauvais & le plus dangereux; tels sont du moins les fruits de l'oppression.

Enfin le dernier expédient, que je me rappelle avoir été pris par le Ministère & le Parlement pour le Discrédit actuel, consiste dans un autre Acte du Parlement, lequel regarde les Banquiers particuliers. Cette Loi tend à éviter les fraudes, en assujettissant, sans distinction, tous leurs Biens & ceux de leurs Associés au payement des Dettes, en cas de faillites, & à retablir par-là leur crédit, qui a tant souffert par celles de *Fordoice*, de *Collebrook* &c., & à assurer les Deniers du Particuliers, confiés entre leurs mains; Loi, qui d'ailleurs prescrit certaines formalités

tés touchant leurs Billets circulans, ou Promesses. On ne peut qu'applaudir à l'intention du Ministère *Anglois*; mais cette démarche, qui dans un autre tems pourroit passer pour utile ou indifférente, paroît nuisible dans la présente conjoncture. Que l'on se souvienne de mes Principes sur le Crédit, la Circulation, le Jeu dans les Fonds & principalement à l'égard des Dettes, on aura une preuve convaincante que l'Acte ci-dessus ne peut aucunement remplir le but que l'on se propose. Il n'importe que les biens des Banquiers & de leurs Associés, sans exception, soient assujettis ou non à la Loi, ils n'en n'auront pas plus de crédit, & les Deniers du Particulier n'en seront pas plus sûrs. Supposons pour un moment deux Banquiers, l'un extrêmement riche, mais d'une probité suspecte, inexact & chicaneur; l'autre au contraire d'une fortune médiocre, mais plein de candeur & dont la conduite est irréprochable; supposons encore que la Loi puisse obliger le premier à tenir ses Engagemens, & que le second soit un homme privilégié, dont la personne & le Bien sont à couvert de toute saisie judiciaire, lequel de ces deux Banquiers aura le plus la vogue & le plus de pratiques? Ce sera sans doute le dernier. Tout Négociant, tout homme qui place son argent chez un Banquier, ne s'attend pas
que

que tôt ou tard il se trouvera dans le cas de recourir à la Loi pour recouvrer son bien. S'il en avoit l'idée, certainement il perdrait toute confiance en la personne de son Dépositaire, & ne voudrait rien avoir à démêler avec lui. Il vaut quelquefois mieux pour un Négociant qu'il se console de la perte d'une partie de ses facultés que de s'attirer un mauvais Procès. Les Tribunaux de Justice ne sont jamais d'accord avec les Bourses ou Places de Change, qui sont la Cour Suprême, à laquelle il appartient de décider de la bonne ou mauvaise-foi, du Crédit ou Discrédit. C'est pardevant elle qu'un Banquier en faillite doit être jugé & puni. Au reste, l'argent, que l'on place ordinairement chez un Banquier, est un argent ambulant qui doit toujours être prêt à la première demande, & qui est censé exister entre les mains du Propriétaire du dépôt. Là se payent les Lettres-de-change, & dont le paiement n'est susceptible d'aucun délai. Qu'importe à un Négociant que son Banquier ait beaucoup de Bien, qu'il soit riche en terres, s'il vient à manquer par certaines circonstances? Il n'en souffre pas moins, & souvent d'autant plus qu'il ne peut attendre un seul jour, bien moins encore pourra-t-il attendre des années entières la décision d'un Procès, qui condamne le Dépositaire à la restitution de ses Deniers.

niers. Supposé qu'un Négociant ait placé à la Banque publique une partie de son argent, il ne pourra guères se passer d'un Banquier particulier, chez qui il trouvera toujours plus de facilité, plus d'avantage & une ressource presque sûre, en cas de besoin. Je connois plusieurs Négocians de grande réputation, qui sont redevables de leur crédit à leurs Banquiers. On voit souvent à *Londres* qu'ils se soutiennent les uns les autres, & que par cette liaison de bonne-foi & de confiance, chacun trouve son intérêt à préférer les Banquiers particuliers à la Banque publique. Par conséquent il est indifférent que les Biens des Banquiers à *Londres* soient ou non responsables de tout événement, puisqu'ils n'en auront ni plus ni moins de crédit, & qu'ils ne l'acquierent que par leur bonne-foi & l'intérêt du Particulier? Toute Loi à cet égard est aussi inconséquente qu'inutile; aussi le Ministère & le Parlement ne devroient jamais s'ingérer de pareilles Affaires. Généralement tout ce qui a rapport au Crédit, à la bonne-foi & à la Circulation est du ressort du Public. Il en est le suprême Législateur, le premier Juge & l'Exécuteur de la Loi, à l'exclusion de tout autre Tribunal, qui ne peut être qu'incompetent & nuisible. Il y a lieu de s'étonner que le Parlement d'*Angleterre*, composé de Membres extrêmement éclairés,

rés, ait pû donner son consentement à des démarches aussi irrégulières. Si, au-lieu de l'Acte ci-dessus, il avoit pû en passer un autre qui eût eu pour objet d'améliorer le caractère des Banquiers & d'assurer leur bonne-foi, ce qui est impossible, il auroit tout d'un coup rétabli leur crédit. Que l'on se détrompe: les Loix pénales n'apportent jamais de bien au Crédit. Il y a certains crimes qu'il est à propos de passer sous silence, & de ne pas statuer de Loix pour en rappeler le souvenir, en se conformant à la Maxime d'un sage & ancien Législateur. Quelque considérable que soit la fortune d'un méchant homme, il peut la dissiper en deux jours, principalement dans un Pays où chacun est maître de disposer de son bien, & où la bonne-foi, le crédit & la bonne réputation peuvent seuls servir de caution & de sûreté. On a vû récemment à *Londres* un Banquier, à qui le Pere avoit laissé près de trois cens mille livres sterl., les perdre en deux ou trois ans de tems par de folles opérations, & être obligé de faire Banqueroute; ce qu'il auroit évité, s'il avoit eu moins de bien & plus de prudence.

De ce que je viens d'avancer sur cette matiere il ne s'ensuit pas que j'approuve que les Banquiers s'engagent quelquefois dans des opérations dangereuses & exposent har-

diment le Bien d'autrui ; au contraire je les blâmerois fort d'abuser d'un dépôt confié à leur bonne-foi. Néanmoins il me semble qu'en certaines occasions, où il y auroit quelque probabilité de sûreté, ils pourroient sans crime, ou malversation, disposer de l'argent dont ils seroient dépositaires. J'entrevois en cela un consentement tacite de la part de ceux, dont ils ont les deniers en mains. Il faut remarquer qu'à *Londres* les Banquiers ne retirent aucun profit de garder l'argent des uns & des autres, quoiqu'ils soient obligés de tenir maison, de payer les gages de leurs Commis & de faire d'autres dépenses. Ainsi il est clair qu'ils n'ont pour eux d'autre émolument que celui de se servir d'une partie du bien d'autrui. Toute la difficulté consiste à déterminer les opérations dans lesquelles un pareil usage leur seroit permis. Je m'imagine que dans toute opération, où il y auroit peu à risquer, & d'un autre côté quelque probabilité d'en recueillir quelque bénéfice, comme dans l'Escompte de bonnes Lettres-de-change, dans celui de Billets de Marine & Obligations de l'Etat, dans des Emprunts sur gages sûrs & faciles à réaliser ; je m'imagine, dis-je, qu'il devroit être permis aux Banquiers d'y employer ce qui ne leur appartient pas. Je n'ignore point qu'il se présente quelquefois de malheureuses cir-

con-

constances, de fâcheux accidens imprévûs, de fausses apparences qui peuvent embarrasser un Banquier, le culbuter & causer la ruine d'autres personnes. On ne peut guères prévoir ces sortes de Cas; mais aussi on ne doit pas les craindre, puisque cela seul suffiroit pour arrêter le cours ordinaire des choses; il n'y auroit plus de liaison, plus de Circulation, ni de Crédit. L'exemple de deux ou trois Banquiers, qui ont récemment eu le malheur de perdre en de mauvaises opérations, ne doit pas être pour les autres un Epouvantail qui les empêche de s'engager dans celles qui auroient l'apparence d'être plus heureuses. Cependant j'en excepte une, qui, à mon avis, est la plus dangereuse pour tous les Banquiers en général, quand même ils entreverroient la probabilité d'un gros gain; je veux dire le Jeu dans les Actions. Ses vicissitudes dépendent de tant de circonstances & le risque en est si grand, que bien loin que l'on puisse compter sur un profit, on ne peut jamais faire un juste calcul de la perte. Joint à cela que la tentation, qu'inspire ce Jeu, est de si grande conséquence pour les Dépositaires du Bien d'autrui, qu'inafailliblement ils ne cesseroient d'en éprouver les hazards & n'y renonceroient qu'après avoir tout perdu. A la bonne heure qu'un Banquier de crédit, & chez

qui surabondent les Espèces, prête de l'argent sur les Fonds réels; il le peut sans reproche & sans courir grand risque. Toute la probabilité est en sa faveur, à moins que la différence dans les prix des Fonds ne soit fort extraordinaire, & qu'il n'y ait une suite de malheureux succès; encore la perte seroit modique & le profit presque toujours certain. L'Hypothèque des Fonds est aussi sûre que toute autre, & même plus avantageuse à un Banquier par la facilité qu'elle lui donne de se procurer de l'argent au moment qu'il en a besoin. La conjoncture la plus critique & la plus périlleuse pour un homme de cette profession, est lorsque par un accident inopiné, ou par quelque sujet de crainte, comme au tems de la faillite de *Fordyce*, chacun exige la restitution de son argent. Pour ne pas se trouver dans le cas de faire une si funeste épreuve, tout Banquier doit toujours avoir par préférence des Effets les plus faciles à réaliser & du Papier le plus accrédité, qui valent autant que des Biens-fonds. Néanmoins des Effets de cette nature, quoique les plus sûrs, ne sont pas d'un secours si prompt que le Papier de Crédit. Au reste, il seroit très nuisible au Crédit & à la Circulation, si les Banquiers gardoient entre leurs mains tout l'argent des Particuliers, sans qu'ils le fissent circuler d'une ou d'autre manie-

niere. En *Angleterre* personne ne garde chez lui ses Espèces; elles vont toutes à la Banque, ou sont portées aux Banquiers particuliers. Or, si toute cette masse restoit sous la clef, quel préjudice n'en résulteroit-il pas?

Je n'ai trouvé à redire à la conduite du Ministère & du Parlement que par amour pour la vérité & par une prédilection particulière pour un Pays libre. Je me ferois estimé fort heureux, si, au-lieu d'avoir trouvé matière à contredire, je n'eusse eu que des sujets de me répandre en éloges sur leur zèle & le succès de leurs soins. J'estime, je respecte le Ministère *Anglois* actuel, & lui reconnois les meilleures intentions. Son humanité, son attachement pour la Patrie éclatent même à travers des mesures mal combinées. Les soins infatigables que le Parlement s'est donnés, soit pour rétablir le Crédit, soit pour redresser les Affaires de la Compagnie des *Indes*, ne laissent aucun doute sur le vif intérêt qu'il a pris à l'égard de ces deux grands Objets.

Il ne me reste plus qu'à indiquer dans le Chapitre suivant les moyens qu'ils auroient pû mettre en usage dans la conjoncture actuelle.

C H A P I T R E III.

JE ne saurois mieux commencer ce Chapitre qu'en me rappelant ce qui arriva en 1763, lorsque l'*Europe* se vit exposée à une Banqueroute générale par les faillites, arrivées en *Hollande* & à *Hambourg*. Cette Epoque est récente, & tant de victimes gémissent encore sous le poids de cette calamité, que je ne vois pas d'exemple plus applicable à celle que l'on a essuyée en dernier lieu. Dans ce tems-là la Nation *Angloise* se fit voir plus grande que jamais, & le Ministère d'alors s'acquitt une gloire immortelle par les sages & prudentes mesures qu'il sut prendre. Il me semble que le Ministère actuel auroit dû suivre les mêmes traces, sur-tout le Cas étant le même. Les bons exemples sont toujours à imiter, sans que l'on doive rougir de n'avoir pas été les premiers à les donner. *George Grenville*, Premier Lord de la Trésorerie, Charge qui répond à celle de Premier Ministre, étoit alors le Chef de l'Administration. Tout le monde a rendu justice aux talens supérieurs de ce Ministre, tant en matière d'Etat que de Finances. Dans un Ouvrage de sa plume, intitulé: *Mémoire sur les Finances & sur le Commerce de l'Angleterre*, il nous donne une Description de cet

te

te malheureuse Conjoncture & des moyens que l'on employa pour rétablir les Affaires. Voici ce qu'il dit dans un passage, pag. 10. & 11. de ce Mémoire.

„ Il venoit de se faire dans le mois de
„ Septembre 1763 une multitude de Ban-
„ queroutes à *Berlin*, à *Hambourg* & en
„ *Hollande*, & toutes les Villes commerçan-
„ tes du Continent étoient en allarmes.

„ Ces Banqueroutes pouvoient avoir des
„ suites très étendues & d'une conséquence
„ d'autant plus inquiétante, qu'il n'étoit pas
„ possible de les juger d'avance. Personne
„ n'étoit tranquille sur sa propre situation ;
„ chacun avoit sujet de penser que ses Cor-
„ respondans étoient ruinés, & de se met-
„ tre en garde contre des traites inopinées ;
„ on n'ôsoit faire des traites soi-même. L'em-
„ barras & la méfiance, qui se manifestoit
„ chez tous les Négocians, justifioient &
„ augmentoient les appréhensions. Les
„ meilleures Maisons n'ôsoient plus comp-
„ ter sur leur crédit ; les liaisons de l'amitié
„ & du sang n'inspiroient plus de confiance ;
„ l'incertitude & les doutes en avoient pris
„ la place dant tous les esprits. On n'étoit
„ disposé à croire que ce que l'on craignoit,
„ & l'impatience de l'apprendre portoit dé-
„jà l'empreinte du désespoir & de la con-
„ sternation qui devoit suivre.

„ Dans cette crise générale du Commer-
„ ce de l'Europe, les Marchands Anglois
„ furent les seuls qui s'armerent d'un coura-
„ ge égal aux difficultés. Ils se trouvoient
„ cependant au dépourvû plus que d'autres,
„ ayant infiniment plus d'Effets publics dans
„ leurs porte-feuilles, quoique les autres en
„ eussent beaucoup. La plupart de leurs
„ Affaires étoient d'ailleurs des Engagemens
„ à terme, dont l'échéance, qui est de ri-
„ gueur, n'étoit pas éloignée. Le prix du
„ Papier baissoit tous les jours, & la Place
„ en étoit inondée.

„ Cependant au milieu de toutes ces dif-
„ ficultés accumulées, oubliant leurs pro-
„ pres intérêts, ils donnerent toute leur at-
„ tention au maintien de la sûreté générale.
„ Quoique la fortune de leurs Correspon-
„ dens menaçât ruine, ils leur montrèrent
„ plus de confiance que jamais. Ils eurent
„ recours aux expédiens; ils convertirent
„ en argent tout ce qu'ils purent; ils ven-
„ dirent à perte; ils emprunterent pour prê-
„ ter, & ils firent passer sur le champ de
„ très grosses remises d'argent dans les lieux
„ pour lesquels on appréhendoit le plus.

„ Le Ministère sentit de quelle importan-
„ ce il étoit de seconder leurs efforts & de
„ soutenir leur courage. La Banque de son
„ côté, qui dans une circonstance si criti-
„ que

„ que auroit pû recourir aux petits moyens
„ par lesquels il lui feroit facile de gagner
„ du tems, en faisant ses payemens en me-
„ nue monnoye, en levant des doutes sur
„ les Papiers qui lui auroient été présentés,
„ & par mille autres semblables promesses,
„ leur donna au contraire, sans délai, ni
„ réserve, & avec une noble hardiesse les
„ secours les plus efficaces qu'il lui fut possi-
„ ble, en escomptant les Billets avec plus
„ de diligence encore qu'à l'ordinaire, &
„ pour des sommes incroyables. Par ce moy-
„ en les Marchands se trouvant avoir en
„ main des sommes beaucoup plus fortes
„ qu'ils n'eussent ôsé espérer, ils firent au-
„ tant de remises qu'ils pûrent chez l'Etran-
„ ger ; & par un effort si vigoureux &
„ placé si à propos, ils empêchèrent la Ban-
„ queroute, dont l'*Europe* étoit menacée.”

Après des traits aussi frappans de grandeur
d'ame & de générosité, je laisse à penser ce
que l'on pouvoit attendre de plus d'une Na-
tion, qui, en prenant un parti si judicieux
& si conforme à ses propres intérêts, sauva
heureusement le Commerce de l'*Europe*.
Mettons en parallele la conduite que l'on
tint en ce tems-là, & celle que l'on a vû te-
nir en dernier lieu. D'un côté, le Ministe-
re d'alors seconda les efforts des Négocians
& la Banque fournit de plein gré tous les

secours qu'il lui fut possible ; de l'autre au contraire le Ministère d'à présent se borna à des mesures inefficaces , & la Banque ferma la main à l'Escompte des Billets. Le moins que le Ministère auroit pû faire , à mon avis , c'eût été , dès l'instant de la faillite de *For-
doice* , de mander les premiers Directeurs de la Banque , de les engager à faciliter l'Escompte des Lettres-de-change , à protéger les Négocians & à répandre ses richesses parmi le Public. Au cas qu'elle eût fait difficulté de se prêter à ces moyens , alors le Parlement auroit dû employer son autorité envers la Banque , & la garantir de quelques pertes momentanées qui auroient pû résulter de sa facilité , supposé qu'elle l'eût poussée trop loin. Cette démarche seule auroit obvié aux malheurs , survenus après coup , & le Credit non seulement se seroit soutenu , mais auroit reparu avec plus d'éclat qu'auparavant. On en seroit redevable au Ministère actuel , & toute la gloire d'une action si généreuse eût rejalli sur l'auguste Prince qui maintenant occupe le Trône. On en beniroit d'autant plus ses jours , on exalteroit son Regne , & toute l'*Europe* , d'accord avec les accens de la Nation , chanteroit ses louanges. Une pareille conjoncture , quelque triste , quelque épineuse qu'elle soit en elle-même , est l'occasion la plus favorable où
un

un Ministre puisse faire briller ses talens, vû que jamais la Nation *Angloise* ne se surpassasse plus noblement que lorsque par quelque revers de fortune l'intérêt du Bien public anime les voix pour se faire entendre. Alors tous les Partis se réunissent; l'Opposition cesse, la Cabale s'étouffe, & toute la Nation n'a plus qu'une volonté, qui est celle d'aimer la Patrie. Le Ministere doit toujours être persuadé que lorsqu'il s'agit du Bien public, ses démarches, les plus hardies ou non, il n'importe, & quand même le succès ne répondroit pas à l'attente, la Nation en sera toujours satisfaite & lui saura gré de ses tentatives. Les exemples en sont fréquens, soit en tems de Paix, ou en tems de Guerre.

Je ne dissimulerai pas non plus que le Ministere *Anglois* n'en a point agi louablement envers la Compagnie des *Indes*. Son principal soin & celui du Parlement étoit de la secourir & de la tirer d'embarras promptement & gratuitement, bien loin de lui imposer des conditions & de toucher à ses Privileges. Au-lieu d'assigner en paiement au Gouvernement & à la Banque l'Emprunt que lui accordoit le Parlement, il eût été plus raisonnable de le verser en entier dans la Caisse de la Compagnie & le réserver pour l'acquittement des Lettres-de-change & d'autres Dettes, non susceptibles de dé-

délai. Ces besoins étoient bien plus sérieux, plus pressans que ceux du Gouvernement & de la Banque, qui pouvoient facilement attendre encore quelque tems, du moins jusqu'à ce que la Compagnie pût elle-même liquider les Prétentions à sa charge. La réduction du Dividende à six pour Cent est un autre Grief, d'autant plus criant qu'il aggravoit les circonstances. En effet, que pouvoient se promettre le Ministère & le Parlement d'une réduction de cette nature, sinon d'augmenter le Discrédit & de multiplier les Banqueroutes? Ces deux inconvéniens étoient d'assez grande conséquence pour qu'ils y fissent attention, & détournassent de la Compagnie un coup de massue aussi affommant, dont le contre-coup n'étoit pas moins à craindre. On l'a vû s'appesantir, au moment que l'on s'y attendoit le moins, sur des familles, qui ont été réduites à la mendicité par la baisse imprévue du Dividende. Chose surprenante : il n'y avoit pas encore un an que Mrs. les Directeurs avoient publiquement déclaré que l'état de la Compagnie étoit extrêmement florissant, & que depuis lors elle n'avoit essuyé aucune disgrâce. Or, si l'affertion de Mrs. les Directeurs est fausse, comme elle l'est réellement, que peut-on en inferer sinon qu'ils en ont imposé aux Propriétaires & au Public ?

blic? Je ne vois pas non plus qu'à cet égard le Ministère soit irrépréhensible. Car enfin, ou il savoit l'état des Affaires de la Compagnie, ou il l'ignoroit. Dans le premier cas il auroit pû par son influence ou par l'autorité du Parlement empêcher l'exagération des Directeurs; dans le second, il ne sauroit qu'être soupçonné d'indolence, & d'avoir négligé de s'instruire des Affaires d'une Compagnie qui intéresse tant le Gouvernement & la Nation. Quoi qu'il en soit, le Ministère ne pouvoit au moins se dispenser de soutenir la Compagnie dans ses besoins, & d'empêcher les Propriétaires d'être les victimes de la mauvaise-foi. Il se feroit fait honneur, en même tems qu'il auroit contribué au soulagement de la Compagnie & au maintien du Crédit de la Nation en général.

Je n'ai rien de plus à ajouter à ce que j'ai dit sur des sujets aussi importants, que des vœux pour que le Ciel daigne toujours éclairer ceux qui ont la gloire de gouverner une Nation aussi libre que l'*Angloise*; que toutes leurs démarches soient mesurées sur la prudence & la sagesse; que le sang des anciens *Bretons*, si souvent répandu pour l'amour de la Liberté, puisse revivre avec plus de force & d'ardeur dans les veines de leurs Descendans à perpétuité; qu'enfin cette Nation, qui a la
ser-

94 *Réflexions sur les Dernières Banqueroutes.*

servitude en horreur, continue d'en être affranchie à jamais ; qu'elle jouisse constamment de toutes sortes de prospérités & ne cesse de goûter les douceurs de l'Indépendance qu'elle respire!

F I N.

4 AU 58

